

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Obligations et Responsabilité

DU PHARMACIEN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue, le jeudi 27 Juin 1918, à 1 h. 1/2

PAR

Jacques DE LYLLE

Avocat au Barreau de Lille
Lauréat de la Faculté Libre de Lille
Décoré de la Croix de guerre

Président : M. CAPITANT, professeur

Suffragants { *M. PIÉDELIÈVRE, professeur*
M. DEMOGUE, agrégé.

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1918

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Obligations et Responsabilité

DU PHARMACIEN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue, le jeudi 27 Juin 1918, à 1 h. 1/2

PAR

Jacques DE LYLLE

Avocat au Barreau de Lille
Lauréat de la Faculté Libre de Lille
Décoré de la Croix de guerre



Président : M. CAPITANT, professeur

Suffragants { *M. PIÉDELIÈVRE, professeur*
 { *M. DEMOGUE, agrégé.*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1918

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

« Le législateur a assuré aux pharmaciens le droit exclusif de vendre des remèdes, mais en même temps, et comme condition onéreuse de l'exercice de ce monopole, il les a assujettis à une grande et sévère responsabilité » (1).

Cette responsabilité, qui fera l'objet de cette étude, est rendue plus lourde encore par l'anarchie et le désordre qui caractérisent la législation sur la pharmacie.

La plupart des dispositions de la loi du 21 germinal an XI, comme le disait M. Dubost en 1881 dans son rapport au conseil d'Etat, ont donné lieu aux plus vives controverses, et l'accumulation des ordonnances, des décrets et des lois, souvent contradictoires, n'a fait qu'augmenter la confusion. Depuis 1815, plus de quinze projets ou propositions de lois sur l'exercice de la pharmacie ont été déposés. Aucun n'a pu encore aboutir, et le législateur s'est contenté de modifier sur des points particuliers la loi de germinal. Il en est résulté un ensemble de dispositions fragmentaires qui chevauchent les unes sur les autres,

1. Dupin, *Réquisitoires*, t. XIII, p. 291.

et dont l'application est des plus difficile. Sur un seul point, l'union semble s'être faite : toutes ces lois ou décrets s'entendent pour écraser le pharmacien sous une responsabilité toujours aggravée, sans que d'autre part on ait rien fait pour sa protection (1).

En retraçant les devoirs imposés au pharmacien dans l'exercice de sa profession par cet arsenal encombré de lois désuètes et de décrets contradictoires, mal tempérés par une jurisprudence versatile, que constitue la législation pharmaceutique française, je me suis attaché spécialement au cas du pharmacien détaillant. J'ai laissé de côté la question de la pharmacie en gros, sur laquelle il y aurait cependant bien des choses à dire, notamment au point de vue de la propriété et de la gérance.

Me limitant d'autre part à l'étude des obligations particulières au pharmacien, j'ai passé sous silence les règles qui sont communes à la médecine et autres professions qui ont pour objet l'art de guérir, comme le secret professionnel et l'aggravation de la responsabilité en cas d'avortement.

Enfin c'eût été sortir du cadre que je me suis tracé que d'étudier le régime de l'Inspection, qu'a modifié la loi du 5 août 1908. Je n'aurais pu que reproduire sur ce sujet ce qui a déjà été dit dans d'excellents travaux récents.

J'ai fait une place assez large aux dispositions

1. Il est à remarquer aussi que, soumis aux mêmes charges que les autres professions libérales, le pharmacien n'en est pas moins assujéti à toutes les obligations du commerçant.

nouvellement mises en vigueur qui intéressent le pharmacien : la loi du 5 juillet 1916, que précise le décret du 14 septembre de la même année, sur la vente des substances vénéneuses, et la loi de finances du 30 décembre 1916 sur l'impôt des spécialités pharmaceutiques.

La nouvelle réglementation des toxiques, en particulier, a accru encore la responsabilité du pharmacien, rendant l'exercice de la profession de plus en plus délicat.

Quand les pharmaciens verront-ils enfin voter par le Parlement leur « loi de 92 » qu'ils attendent, moins heureux que les médecins, depuis si longtemps, et que leur apportera ce nouveau régime ? Faut-il préférer à la situation actuelle, mal définie, le système anglais de la liberté absolue, ou l'étroite réglementation allemande ? Ni l'un ni l'autre, à mon avis, ne conviendraient sans modification à la pharmacie française. En tous cas, une chose est certaine, c'est que le pharmacien a un besoin urgent d'une nouvelle charte qui, tenant compte de ces difficultés, vienne donner à cette profession si intéressante le moyen de vivre et de se développer. La santé publique ne pourra qu'y gagner.

Qu'il me soit permis de remercier ici M. Collard, secrétaire de l'Association générale des pharmaciens de France, de la bienveillance avec laquelle il m'a accueilli.

Il me reste à m'excuser de l'imperfection de cette étude, que j'aurais voulu plus complète et plus fouil-

lée. Les événements ne m'ont pas permis de donner à mon travail tout le développement que j'eus désiré.

En terminant cette introduction, il m'est particulièrement agréable de dédier cette thèse à mon père, pharmacien depuis plus de trente-cinq ans, et à mon frère Paul, pharmacien dans un régiment d'infanterie.

A la fin de mes études juridiques ce m'est un devoir d'exprimer ma reconnaissance à mes professeurs de la Faculté libre de Droit de Lille. Les circonstances actuelles me rendent plus cher encore le souvenir de cette Faculté, dont tous les membres, professeurs et étudiants, ont payé un si large et si glorieux tribut à la Patrie.

Mars 1918.

OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉ DU PHARMACIEN

PREMIÈRE PARTIE

Des Conditions de gestion de l'officine

CHAPITRE PREMIER

DE LA PROPRIÉTÉ DE L'OFFICINE

1. Principe de non-dédoublément. — Suffit-il, pour ouvrir une officine et exercer la pharmacie, d'être régulièrement diplômé, comme l'exige l'article 25 de la loi du 21 germinal an XI ? « *Nul ne pourra ouvrir une officine de pharmacie s'il n'a été reçu suivant les formes voulues...* » Est-il nécessaire que le pharmacien soit propriétaire de la pharmacie qu'il gère ? La doctrine comme la jurisprudence ont été autrefois très divisées sur cette question, avant d'arriver à l'opinion affirmative définitivement établie aujourd'hui. L'illégalité de la convention de *prête-nom*, au sens étroit du mot, n'a jamais, elle, été mise en doute. Absolument contraire au principe de

la loi, autant qu'à l'intérêt de la santé publique, cette convention aurait pour résultat l'exercice de la pharmacie par un non-diplômé, le prête-nom se bornant à couvrir de son nom et de son diplôme une pratique illicite. La jurisprudence a toujours considéré cette convention comme constituant l'exercice illégal de la pharmacie, et lui a appliqué la peine de 500 francs d'amende prévue par l'article 6 de la déclaration royale du 15 avril 1777.

Mais faut-il condamner de même la gérance, par un pharmacien légalement diplômé, d'une officine qui appartiendrait à une personne non pourvue du diplôme, même si ce propriétaire ne s'immisce en rien dans la gérance, et se contente de recevoir l'intérêt du capital qu'il a engagé ? Ici, les avis ont été très partagés. Pour Briand et Chaudé (1), et après cet auteur, M. Gilbert Laly (2), la loi ne fait pas au pharmacien une obligation d'être propriétaire de son fonds, et l'article 25 de la loi de germinal, quand il emploie les mots « *ouvrir une pharmacie* » ne les sépare pas de l'énumération qu'il fait des fonctions du pharmacien. Cet article, invoqué à tort, d'après ces auteurs, en faveur du principe de la propriété, aurait pour but de défendre seulement *l'exploitation* de la pharmacie par un non-diplômé, c'est-à-dire la préparation et le débit des médicaments, la question de la

1. Briand et Chaudé, *Traité de médecine légale*, t. II, p. 658.

2. Gilbert Laly, *De la responsabilité pénale et civile en pharmacie*. Thèse, Paris 1900, p. 121.

propriété important peu au point de vue de la santé publique.

De même, disent Briand et Chaudé, on ne peut trouver un argument en faveur de l'obligation pour le diplômé d'être propriétaire, dans l'article 2 de la déclaration de 1777, dont les termes « posséderait et exercerait personnellement leurs charges » défendent seulement d'abandonner la gérance à un non-pharmacien. Enfin la déclaration de 1777, faisant allusion à un régime corporatif depuis longtemps aboli, ne saurait plus être invoquée.

Cette opinion, qui se refuse à voir dans les textes la nécessité de la réunion sur une même tête de la gérance et de la propriété de l'officine, a été partagée longtemps, non seulement par la jurisprudence, mais aussi par les pouvoirs publics. En 1831, un étranger non-pharmacien, mais possesseur d'une officine en France, avait sollicité du ministre du Commerce l'autorisation d'en confier la gérance à un pharmacien diplômé. Il lui fut répondu, le 21 mai de la même année : « Une autorisation particulière ne vous est pas nécessaire à cet effet, car vous ne demandez en cela rien qui ne soit conforme à la loi ».

Quant à la jurisprudence, elle s'est prononcée longtemps dans le même sens. Un arrêt de la Cour de Rouen, du 31 mars 1838, se rangeait à cette opinion, en déclarant que « dans la cession d'une pharmacie à celui qui n'a pas rempli les conditions légales d'admission, la clause par laquelle le cédant s'engage à fournir au cessionnaire, pour gérant, un

pharmacien légalement reçu, n'a rien d'illicite ». Et dans un cas analogue, où le cédant s'était engagé vis-à-vis de son cessionnaire non-diplômé, à rester titulaire et gérant responsable, la Cour de **Bourges**, jugea, par un arrêt du **2 mai 1841** : (1) « considérant que le traité contient la stipulation expresse que les médicaments seront préparés sous son contrôle et sous sa surveillance (du diplômé), que dès lors les garanties d'une bonne exploitation de la pharmacie étant restées les mêmes, il s'ensuit que le traité n'a rien de contraire à l'ordre public et qu'il doit recevoir son exécution » (1).

Dans le même sens : **Paris, 27 déc. 1853** (2) ; **Paris, 15 fév. 1859** (3) : « les lois sur la pharmacie, qui prescrivent la *gestion* de toute pharmacie par un pharmacien muni de diplôme, n'exigent pas que la propriété et la gestion... soient réunies dans les mêmes mains. » Enfin, d'après la Cour de **Lyon, 22 mai 1861** (4) : « Ce qui intéresse la santé publique, c'est que les manipulations pharmaceutiques soient faites suivant les règles de l'art, par des mains compétentes ; il lui importe peu que le matériel qui sert aux manipulations, ou les bénéfices qui en résultent, appartiennent à la même personne ».

Plus tard encore, alors cependant que la jurisprudence avait déjà adopté l'opinion contraire, nous

1. S. 45. 2. 604.

2. S. 55. 2. 105.

3. D. 59. 5. 31.

4. 62. 2. 39.

trouvons un arrêt de la Cour de Paris, rendu en 1883 dans l'affaire de la Société de la *Pharmacie nouvelle*, où la Cour proclame qu'« un non-pharmacien peut être propriétaire d'une officine, *mais sans l'exploiter* ». Je crois, pour ma part, difficile de concevoir une propriété de ce genre, auquel il manquerait un élément essentiel du droit de propriété, le *jus utendi*.

Dès 1859, d'ailleurs, la jurisprudence abandonne la thèse qu'elle avait soutenue jusqu'alors, et adopte nettement l'opinion opposée qui, actuellement est unanimement acceptée: « Le diplôme de pharmacien est nécessaire, non seulement pour préparer, vendre et débiter des médicaments, mais également pour ouvrir une officine » : tel est le principe nouveau posé par la Cour de cassation, le 23 juin 1859 (1). Le pharmacien devra donc désormais être propriétaire de l'officine qu'il dirige.

Sur quels arguments s'appuie cette idée du *non-dédoublement* de la gérance et de la propriété ? D'après M. Weill (2), un des principaux auteurs qui aient défendu ce point de vue, l'article 2 de la déclaration de 1777 n'a pas été abrogé. Quoiqu'en disent Briand et Chaudé (V. plus haut), il est toujours en vigueur et s'exprime en termes très explicites, interdisant nettement la tenue d'une pharmacie par un non-propriétaire. L'article 21 de la loi de germinal

1. D. 59. 1. 283.

2. Weill, *De l'exercice illégal de la pharmacie et de la médecine*, p. 132.

(tout pharmacien ayant officine ouverte), l'article 25 de la même loi, invoqué à tort par Briand et Chaudé, et encore son article 26, ne laissent aucun doute sur l'idée qui a guidé le législateur. C'est aussi l'avis de M. Javillier (1). M. Weill trouve un argument de plus dans l'article 41 de l'arrêté du 25 thermidor an XI. Ce texte, que nous étudierons plus loin, permet sous certaines conditions à la veuve du pharmacien, pendant un an à compter du décès de son mari, de faire gérer l'officine par un non-diplômé, sous la surveillance d'ailleurs d'un pharmacien. Tandis que pour Briand et Chaudé, cet article vient fortifier leur opinion, en semblant admettre la possibilité de la gérance confiée à un non-propriétaire. M. Weill, au contraire, voit avec raison dans cette exception, qui vise un cas tout particulier, la consécration de la règle générale, qui est le non-dédoublement.

Il est certain d'autre part qu'un pharmacien, simple gérant d'une officine qui ne lui appartient pas, outre qu'il ne pourra jamais être complètement indépendant du capitaliste dont il est en quelque sorte le préposé, sera beaucoup moins intéressé à la bonne tenue de l'officine que si elle était à lui, et c'est en cela que la santé publique pourra avoir à souffrir du dédoublement. Le Dr Desesquelle (2) dit à ce propos : « La sagesse du législateur qui a voulu que le pharmacien fût propriétaire de son officine vient

1. Henri Javillier, *De la législation de la Pharmacie*. Thèse de Paris, 1903.

2. *Bulletin des Sciences pharmacologiques*, 1898.

de ce que le législateur a voulu ainsi exalter chez le pharmacien le sentiment de sa responsabilité qui, en cas d'accidents, pourrait entraîner pour lui des peines personnelles et pécuniaires, et par là même sauvegarder les intérêts de la santé publique ».

Cette idée depuis longtemps a guidé la jurisprudence. Dans une affaire qui eut un certain retentissement dans le monde médical et pharmaceutique, l'affaire *Raspail*, la Cour de cassation, le 23 août 1860 (1), selon sa jurisprudence inaugurée l'année précédente, basait ainsi sa nouvelle théorie : « de telles dispositions (décl. de 1777, loi de germinal, arrêté de thermidor) sont manifestement inconciliables avec la faculté de faire gérer une pharmacie, même par une personne qui serait apte à la posséder; elles sont la conséquence de ce que la profession de pharmacien n'est pas libre; au surplus, un gérant pourrait manquer de la liberté nécessaire pour prévenir les abus et les dangers que peut comporter l'exercice de cette profession, tandis que les véritables possesseurs, sans titre légal, pourraient être portés, par leur intérêt, à les favoriser ».

En ce sens : Cass., 31 mai 1862 (2). La Cour de Paris, 19 février 1869 (3), déclara en conséquence, nulles toutes conventions intervenues à l'encontre de ce principe entre fondateur et gérant. De même : Cass., 25 mars 1876 (4) et 22 avril

1. D. 60. 1. 419.

2. D. 62. 1. 493.

3. D. 71. 2. 81.

4. Bull. crim., 1876, n° 93.

1880 (1); Trib. Seine, 3 février 1883 (2); Cass, 13 août 1883 (3) (est nulle la cession à un élève non encore diplômé); Cass., 24 octobre 1889 (4).

M. Javillier cite un jugement du **Tribunal de Commerce de Nantes** du 11 décembre 1895 (5): « la loi a entendu prohiber toute exploitation d'une officine de pharmacie par une société formée entre un diplômé et un non-diplômé..., si le dédoublement de la propriété et de la gestion peut dans certains cas n'offrir aucun inconvénient, il en est d'autres où ce mode est des plus dangereux; la loi a voulu l'interdire d'une façon absolue plutôt que de laisser la possibilité de graves abus se glisser à la faveur d'une appréciation facultative accordée aux tribunaux... » Toujours dans le même sens : **Paris**, 20 mai 1897 (6) et 28 juin 1898 (7); **Trib. de Valence**, 5 mai 1899 (8); **Trib. de Marseille**, 2 mars 1901 (9) : « le matériel, comme le fonds, doit appartenir au pharmacien ».

La jurisprudence va plus loin encore et n'admet même pas la gérance par un diplômé, de l'officine dont le propriétaire serait lui aussi, muni du diplôme

1. D. 80. 1. 354.

2. D. 83. 3. 88.

3. S. 83. 1. 415.

4. *Pandectes françaises*, 1890. 1. 164.

5. Javillier, thèse précitée, p. 40.

6. *Gaz. Trib.* du 23 juin 1897.

7. *Gaz. Trib.* du 10 septembre 1898.

8. *Répertoire de Pharmacie*, 1899, p. 468.

9. *Répertoire de Pharmacie*, 1901, p. 322.

de pharmacien : « La préoccupation du législateur en la matière a été de faire peser la responsabilité effective sur le propriétaire réel de l'officine, pour que ce dernier, sollicité par son intérêt matériel, apportât sa surveillance et ses soins constants à la préparation ou à la vente des médicaments (**Trib. de Commerce de Nice, 14 mars 1905**) (1); ainsi jugé : **Paris, 12 février 1914** (2), confirmant un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 14 février 1912. En ce qui concerne le manque d'indépendance du gérant vis-à-vis du propriétaire et son moindre intérêt à la bonne gestion de l'officine, il est certain que les inconvénients du dédoublement subsistent avec autant de force, que le propriétaire soit lui-même diplômé ou non. Cependant je ne crois pas qu'en ce cas l'on puisse vraiment dire que l'intérêt de la santé publique soit compromis par cette juxtaposition de deux diplômes réguliers.

Une autre conséquence logique du principe actuellement admis par la jurisprudence est relative au cas où le pharmacien est marié. Une femme de pharmacien, séparée judiciairement, était intervenue dans la saisie de l'officine de son mari, prétendant qu'elle lui appartenait à elle seule. Le **Tribunal de la Seine, 30 août 1868** (3), rejeta cette prétention, partant de cette idée que seul, vis-à-vis de la loi, le diplômé

1. *Bulletin des Sciences pharm.*, 1901, p. 322.

2. *Union pharmaceutique*, 1914, p. 188.

3. D. 69. 3. 54.

est et peut être propriétaire de sa pharmacie. En ce sens: **Paris, 17 fév. 1891 (1).**

2. Illégalité des Associations. — Admettre le principe du non-dédoublement de la propriété et de la gérance de l'officine, c'est du même coup interdire au pharmacien de s'associer avec un non-diplômé dans le but d'exploiter sa pharmacie. Mais si le principe du non-dédoublement a été fort discuté avant d'être définitivement établi, la question de l'association en matière pharmaceutique a été, pour les mêmes motifs, très débattue elle aussi.

Il existe cependant des textes très explicites, interdisant de façon formelle, l'association avec un non-pharmacien. L'article 16 des lettres patentes du 10 février 1780, qui avaient pour objet de compléter et régler la déclaration de 1777, est ainsi conçu : « *Aucun des maîtres composant le collège de pharmacie ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, avoir de société ouverte qu'avec les maîtres de la profession.* » D'autre part, la loi du 22 avril 1844 assujettit individuellement à la patente tous les associés en nom collectif ; cette loi précise à ce sujet l'article 25 de la loi de germinal qui, en matière de pharmacie, refuse la patente à tout autre qu'au pharmacien diplômé.

La jurisprudence, avant d'arriver cependant à interdire toute association avec un non-diplômé, a oscillé longtemps, distinguant entre les différents

1. D. 92. 2. 15.

types de sociétés commerciales. Tout d'abord, elle n'a jamais permis, en notre cas, la société en nom collectif, ni la société anonyme. On sait, que dans la société *en nom collectif* tous les associés sont gérants et tenus indéfiniment et solidairement des dettes sociales. Il ne pouvait donc être question de tolérer cette forme de société, qui aurait pour conséquence de confier la gérance de la pharmacie à des personnes non pourvues du titre régulier exigé ; ce serait se mettre en contradiction formelle avec la loi. La Cour de Paris, le 27 mars 1862 (1), interdit, comme frappée de nullité radicale, « l'association en nom collectif, dans laquelle, en renonçant à demeurer seul maître de la direction et de l'exploitation de son établissement, il aurait aliéné sa liberté d'action et compromis les garanties d'indépendance et de responsabilité personnelle que la loi exige de lui dans l'intérêt de la santé publique ». Dans le même sens : Cass., 21 juin 1898 (2)

Pour des raisons identiques, les tribunaux ont toujours condamné la société *anonyme*, qui ne présente pas assez de garanties pour l'indépendance du diplômé qui en ferait partie. Dans ce genre de société, les administrateurs, gérants responsables, élus par les actionnaires, sont révocables *ad nutum*. On voit par là ce que pourrait être la liberté d'action d'un diplômé qui gèrerait une officine dans ces

1. D. 62. 2. 105.

2. Gaz. Trib., du 26 sept 1898.

conditions. Parmi les décisions qui se sont inspirées de ces raisons : Cass., 22 avril 1880, précité ; Trib. de la Seine, 3 fév. 1882 (1).

C'est à propos de la *commandite* que la jurisprudence a été plus flottante. L'association en commandite offre certainement plus de garantie que les autres sociétés, au point de vue de l'indépendance du gérant diplômé. Les commanditaires, tenus seulement des dettes sociales jusqu'à concurrence de leurs mises, n'ont pas le droit de s'immiscer dans la gestion. Le commandité ne peut non plus se voir révoqué dans sa gérance que dans des cas déterminés par les statuts, à l'encontre de ce que nous avons vu à propos de la société anonyme. Ainsi plusieurs décisions avaient elles admis l'exploitation d'une officine par un pharmacien commandité par des non-diplômés, à condition toutefois que les bailleurs de fonds ne s'immiscent en aucune façon dans la gérance : Lyon, 22 mai 1861, précité ; Cass., 8 avril 1864 (2). Dans ce dernier arrêt, la Chambre criminelle, bien que condamnant dans l'espèce une association illicite, semble autoriser, comme le dit la note de Dalloz, la société en commandite dans laquelle le diplômé, seul gérant, serait absolument indépendant et seul responsable. Mais dès la fin du xix^e siècle, l'opinion inverse fut adoptée par la jurisprudence, qui, depuis, ne fait plus aucune dis-

1. D. 83. 3. 88.

2. D. 64. 1. 395.

inction entre les différentes formes de sociétés : **Cass.**, 15 nov. 1876 (1) ; **Trib. de commerce de la Seine**, 30 juin 1894 (2) : « L'intérêt de la santé publique s'oppose à toutes combinaisons, quels qu'en soient le titre et la forme, dans lesquelles le pharmacien diplômé ne serait pas le maître absolu de l'officine, non seulement au point de vue technique, mais au point de vue financier et commercial. Selon le **Trib. de commerce de Nantes**, 11 déc. 1895, précité, « la société en commandite... comme les autres, doit être déclarée nulle, *bien que la gérance ait été exclusivement réservée au pharmacien muni d'un diplôme*. *Idem* : « **Trib. Seine**, 18 juin 1896 (3) confirmé par **Paris**, 20 mai 1897). Dans tous les cas, désormais, qu'il y ait immixtion prouvée des commanditaires dans la gérance ou non, la commandite sera illégale. **Paris**, 28 juin 1898 (4) (affaire Chanteaud). Cette jurisprudence ne fait d'ailleurs que se conformer au principe de non-dédoublement : **Trib. de Pontoise**, 13 mars 1899 (5).

Signalons en fin un arrêt de **Paris**, 29 déc. 1893 (6), qui déclare incompatible avec les lois sur la pharmacie la formation d'une *association en participation*

1. *Bull. Scienc. pharm.*, 1799, p. 243.

2. *S.* 94. 2. 316.

3. *Un. ph.*, 1896, p. 328.

4. *Gaz. Trib.*, du 10 sept. 1898.

5. *Un. ph.*, 1899, p. 235.

6. *Bull. Scienc. pharm.*, 1890, p. 248.

pour l'exploitation d'une officine. Si, vis-à-vis des tiers, l'associé en nom y est seul obligé, cependant, dans les rapports entre associés pour le partage des bénéfices et des pertes, on retrouve les inconvénients des autres sociétés ; défaut d'indépendance de l'associé en nom, etc.

Les différents projets de lois déposés sur la pharmacie se sont occupés pour la plupart de régler légalement la question des sociétés. Le projet, dit du Conseil d'Etat, du 8 mars 1881, dans son article 2, interdisait déjà la forme en nom collectif avec des non-diplômés. Le projet Lockroy, de 1889, défend formellement (art. 8) toute espèce d'association, alors que le projet Naquet tolérerait la commandite.

La proposition Astier, déposée en 1899, ne reconnaît pas non plus l'association, sauf en nom collectif entre diplômés ; c'est d'ailleurs sur les protestations du corps pharmaceutique que la Commission de la Chambre des députés s'est décidée à interdire l'association en commandite que le Sénat avait admise en 1894 : « Sur la question de la commandite, nous avons cru devoir, pour satisfaire au vœu des pharmaciens, supprimer la faculté pour les propriétaires d'officines, d'user de ce mode d'association comme compromettant en certains cas, pour la liberté d'action qui leur est garantie » (1).

Le projet déposé par M. Bussière, député, en date du 9 février 1909, reproduit le principe que l'officine

1. Prop. Astier, 1899. Rapport n° 1706, p. 3.

ne peut être exploitée en société qu'en nom collectif entre diplômés. Le rapport de M. Schmidt, du 27 mars 1914, présentant le projet de la Commission de la Chambre, soutient la même idée. Nous avons vu qu'une certaine jurisprudence, sévère mais logique, poussant à fond les conséquences du principe de non-dédoublement, ne reconnaît même pas la licéité de l'association entre deux diplômés dont l'un ne serait que simple gérant de l'officine appartenant à l'autre.

Les lois, tant sur la médecine que sur la pharmacie, sont muettes au sujet d'une association d'un genre particulier : celle d'un pharmacien avec un médecin. Un projet déposé en 1847 à la Chambre des Pairs tendait à prohiber ce que l'on a appelé depuis le *compérage médical*, c'est-à-dire le fait pour le médecin de s'entendre avec le pharmacien pour exploiter à deux la clientèle, celui-ci faisant une sorte de réclame au premier, et réciproquement. Dans cette combinaison, le médecin et le pharmacien exercent une pression illicite sur le malade, le médecin prescrivant par exemple de telle façon que son ordonnance ne puisse être exécutée que dans l'officine du « compère ».

La proposition Astier punit cette entente (art. 8) s'il y a eu sollicitation du pharmacien au médecin de prescrire sous promesse d'une remise d'argent. La peine prévue serait une amende de 100 à 500 francs. Le projet Schmidt interdit, lui aussi, le compérage. La jurisprudence a condamné ce genre d'association :

Paris, 27 mars 1862 (1) et 31 mai 1866 (2).

3.—L'associé non-diplômé peut-il être puni comme complice du pharmacien exerçant illégalement ? — Nous avons vu que le pharmacien diplômé doit être seul propriétaire et seul gérant. En cas d'atteinte à ce principe de non-dédoublément, il se rendra coupable d'exercice illégal de la pharmacie.

Mais pourra-t-on poursuivre son associé non-diplômé ? C'est ici que se pose la question tant discutée de la nature des infractions aux lois sur la pharmacie. Les sanctions prévues par ces lois seront-elles appliquées, d'autre part, même en cas de bonne foi de l'auteur ? En droit pénal cette particularité constitue l'élément intrinsèque qui distingue les contraventions, que l'on punit, à l'encontre des délits, sans tenir compte de l'intention de l'agent. Dans la contravention, seul le fait matériel est envisagé. Mais d'un autre côté nous voyons que la déclaration de 1777, et la loi du 29 pluviôse an XIII, interprétative de l'art. 36 de la loi de germinal, désignent comme juridiction compétente les tribunaux correctionnels, ce qui, selon le critérium donné par l'art. 1^{er}, parag. 2 du Code pénal est la caractéristique des délits. Or on sait que si en matière de contravention, nos lois ne reconnaissent pas la complicité, il n'en est pas de même pour les délits, où le complice est puni de la même peine que l'auteur principal

1. D. 62.2.105.

2. D. 67.2.49.

(C. p. art. 59) (1). L'admission de la complicité en pharmacie permettra donc de punir le non-diplômé propriétaire d'une officine, et c'est le seul moyen de droit qui le permette.

Je ne retracerai pas les discussions générales sur la nature des infractions aux lois spéciales ; la législation de la pharmacie n'est pas seule à fournir l'exemple de ces infractions à caractère mixte, que l'on trouve encore dans les dispositions sur la pêche, la chasse, et dans les lois fiscales, etc. A toutes ces lois spéciales, on a nié l'applicabilité de l'art. 1^{er} du Code pénal (2). Une autre opinion transactionnelle donne aux infractions dont nous nous occupons un caractère mixte, spécial, participant à la fois à la nature du délit et de la contravention, d'où le nom de *délit-contravention*. D'après cette théorie, il s'agit bien d'un fait matériel, mais on applique à la peine qui le sanctionne certaines règles des délits. Quoiqu'il en soit, ici encore se fait sentir la lacune d'un texte précis. Ce n'est pas dans la loi de germinal qu'il faut chercher une indication, au contraire, puisque l'art. 30, dans la même phrase, emploie successivement les mots contradictoires de *contravention* et de *délinquants* ! La jurisprudence, elle, est loin d'être uniforme, de nombreuses décisions admettent la complicité, et considèrent donc l'infraction en

1. La question offre encore d'autres intérêts, notamment au point de vue du non-cumul des peines, de la solidarité, et des délais de prescription.

2. Voir sur cette question, Gilbert Laly, thèse précitée, p. 75 sq.

matière de pharmacie comme un délit, puni seulement au cas où l'agent a *sciemment* violé la loi. Mais souvent aussi les tribunaux ont jugé qu'il s'agissait, en l'espèce, d'une contravention, dans laquelle la bonne foi n'est pas une excuse, et la complicité d'autre part n'est pas punie. Parmi les arrêts qui se sont attachés au caractère contraventionnel de l'infraction, nous citerons particulièrement : **Cass., 24 mars 1859** (1). Un autre arrêt de la Cour de **Cass.**, rendu le **22 janvier 1876** (2) voit, dans l'infraction aux lois sur la pharmacie, une *contravention purement matérielle*, punissable du seul fait, dit la Cour, de sa perpétration, sans qu'on ait à s'occuper de l'intention de l'auteur. De même ; Rouen, 27 fév. 1883 (3), qui, en conséquence n'admet pas la complicité du prête-nom. *Idem* : **Lyon, 11 déc. 1883** (4). Parmi les décisions rendues en sens contraire, signalons, en outre : **Cass.**, 2 oct. 1834 ; Amiens, 21 mars 1863 ; **Trib. Seine, 1^{er} sept. 1842** (5) : « l'infraction... constitue, non une contravention simple, mais un *délit* ».

Peu à peu d'ailleurs, la jurisprudence s'est fixée dans ce dernier sens : **Cass.**, **23 févr. 1884** (6) (affaire Hortala) : les infractions aux lois sur la pharmacie sont sanctionnées, en raison de leur gravité,

1. D. 59.1.192.

2. *Bull. crim.*, 1876, n° 24.

3. *Un-ph.*, 1883, p. 185.

4. *Jurisprudence pharmaceutique*, 85.1.309.

5. *Gaz. Trib.* du 3 sep. 1842.

6. *Bull. crim.*, 1884, n°s 50 et 51.

d'amendes supérieures à celles de simple police, ce qui leur donne un caractère nettement délictuel, entraînant l'application au complice des mêmes peines dont est passible l'auteur principal. Ainsi jugé encore par le **Trib. de Toulouse, 22 juillet 1887 (1)**.

Le Tribunal de la Seine condamne toujours maintenant le prête-nom comme complice : jugements du 7 mars 1912, du 9 mai 1912, des 8 et 13 octobre 1913, etc. Est puni comme complice d'exercice illégal de la pharmacie, le diplômé qui ne s'occupe même pas de la gérance et se contente de couvrir de son diplôme une exploitation illicite : **Trib. de Lyon, 20 juillet 1869 (2)**. En matière de fraudes, la loi du 27 mars 1851 considérait déjà le pharmacien comme punissable, au cas seulement où il n'est pas de bonne foi, et le législateur, dans l'appréciation de l'infraction, se plaçait donc dès cette époque au point de vue délictuel.

La Cour de cassation a évité le plus possible de se prononcer sur la question de la nature pénale de l'infraction. Elle est arrivée (**Cass., 20 juillet 1872**) (3) à condamner le complice, mais de façon détournée, en le considérant plutôt comme un *co-auteur*, et a pu, par ce moyen, punir le prête-nom, tout en laissant à l'infraction un caractère contraventionnel. En conformité avec cette idée de *délit-con-*

1. *Un. Ph.*, 1887, p. 368.

2. D. 70. 3. 102.

3. D. 72. 1. 280.

travention appliquée à notre matière : Douai, 10 nov. 1910 (1) ; Bordeaux, 18 janv. 1911 (2).

4. — **Non-cumul d'officines.** — Si le pharmacien doit être propriétaire de son officine, s'ensuit-il qu'il ne doive posséder qu'une pharmacie ? Nous ne trouvons pas sur ce point de texte formel, et ici encore les avis ont été très partagés. Briand et Chaudé admettent le cumul d'officines, et voient dans l'article 41 de l'arrêté de thermidor, dont nous avons déjà parlé (et qui pour nous est au contraire une exception), la confirmation de cette idée que le pharmacien peut légalement surveiller deux pharmacies. Laterrade et Dubrac y mettent seulement une condition, c'est que le pharmacien puisse effectivement surveiller lui-même, dans chaque local, la préparation et le débit des substances médicamenteuses.

Pour Pellault, comme pour Trébuchet, il ne peut être question de permettre le cumul, directement contraire aux termes et au sens de l'article 25 de la loi de germinal : « Nul ne pourra ouvrir *une* officine... »

Chaque officine nécessite donc à sa tête un diplômé et ce diplôme ne permet à son titulaire d'exploiter qu'une seule pharmacie. L'on conçoit d'ailleurs difficilement un pharmacien propriétaire de plusieurs fonds. La surveillance du diplômé, partagée entre plusieurs maisons, ne saurait être efficace et offrir des garanties suffisantes de sécurité pour la santé

1. *Un. Ph.*, 1910, p. 120.

2. *Un. Ph.*, 1911, p. 301.

publique. Enfin la loi impose au pharmacien, au sujet du débit des substances vénéneuses, des obligations spéciales, que lui seul peut remplir, et que nous étudierons plus loin. D'ailleurs, si l'on admet qu'un pharmacien ait deux officines, pourquoi ne pas lui accorder le droit d'en posséder trois, et plus ?

La jurisprudence, cependant, n'a pas toujours défendu le cumul : un arrêt de Paris, du 17 fév. 1827, acquitta un pharmacien qui avait une officine à Paris et l'autre à Belleville ; jugé dans le même sens par la même juridiction en 1834. Mais dès 1833, les tribunaux commencent à se rallier au principe du non-cumul : Paris, 6 juillet 1833 ; Bordeaux, 10 avril 1840 ; ce dernier arrêt d'ailleurs, reprouvant en principe le cumul, dut prononcer un acquittement, aucune sanction pénale n'étant édictée par un texte. L'une des officines, en l'espèce, étant gérée en fait par un élève, le seul moyen légal de punir qu'avait la Cour eût été de poursuivre l'élève pour exercice illégal en tant que gérant. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait les décisions plus récentes : **Chambéry, 3 mars 1882** (1). Cet arrêt applique un avis motivé du Conseil d'Etat, qui décidait que le pharmacien, devant continuellement surveiller son officine, cette obligation était incompatible avec la pratique du cumul. De même : **Trib. Seine, 27 fév. 1883** (2) ; **Paris 9 déc. 1887** (3) ; **Trib. Seine, 22 nov. 1890** (4) ; **Trib. de Limoges,**

1. *Gaz. Trib.*, 26 mai 1882.

2. *Un. Ph.*, 1883, p. 72.

3. *Un. Ph.*, 1888, p. 21.

4. *Un. Ph.*, 1891, p. 27.

9 mai 1900(1); **Trib. d'Alger, 11 juin 1904** (2); La Cour de **Lyon, le 24 fév. 1909** (3) a condamné, dans un cas de cumul, en vertu de l'article 6 de la déclaration de 1777, qui punit celui qui débite des médicaments, non seulement sans être diplômé, mais aussi sans titre légal. La jurisprudence, fixée actuellement, fournit dans le même sens de très nombreux arrêts et jugements.

Les projets de loi ont visé la question du cumul, l'interdisant tour à tour : en particulier, le projet du Conseil d'Etat de 1881, la proposition Lockroy en 1889 et la proposition Astier en 1899.

Il est à noter d'ailleurs que le cumul est déjà interdit en Tunisie par le décret du 15 juin 1888. Au contraire la Cour d'Hanoï, le 4 déc. 1908 (4), a refusé de condamner un pharmacien propriétaire de deux officines, la déclaration de 1777 n'ayant pas été promulguée en Indo-Chine.

5. Dépôts de médicaments. — S'il est interdit au pharmacien d'avoir plus d'une officine, il ne lui est pas plus permis d'établir, hors de sa pharmacie, des *dépôts de médicaments* et cela pour le même motif ; le pharmacien doit surveiller par lui-même le débit des médicaments. Cette surveillance ne saurait être effective au cas de dépôts de vente, en dehors de l'officine : **Cass., 11 août 1838**

1. *Bull. Sciences pharm.*, 1900-1901, p. 113.

2. *Un. Ph.*, 1905, p. 23.

3. *Bull. de l'Ass. gén. des pharm. de France*, 1909, p. 191.

4. *Bull. de l'A. g. des Ph. de Fr.*, 1909, p. 191.

(affaires Kobb et Bessar) (1). Et le pharmacien qui fournit a un non-diplômé des médicaments, qu'il sait devoir être revendus par celui-ci, se rend coupable d'exercice illégal : Paris, 18 sept. 1851 (2); Lyon, 20 juillet 1869 (3); Douai, 17 mai 1881 (4); Lyon, 21 déc. 1883 (5); Cass., 24 oct. 1889 (6); Trib. d'Avignon, 31 janvier 1899 (confirmé par la Cour d'Aix, 23 mars 1899) (7).

Est licite, par contre, le fait de faire recueillir même dans des localités distinctes de celle de l'officine, les ordonnances médicales dans le but de les faire exécuter dans l'officine même. Le simple dépôt d'ordonnances sera donc admis, s'il n'est pas accompagné d'un dépôt de médicaments. Ainsi en a décidé la Cour de Caen, le 11 avril 1900 (8), et la Cour de cassation, 5 juillet 1900 (9), a confirmé ce point de vue. Dans le cas jugé par ces arrêts, il s'agissait d'un simple *bureau de commandes*, où on déposait les ordonnances, et où les médicaments préparés d'après ces prescriptions étaient placés dans des boîtes spéciales au nom des clients qui venaient les chercher. Si d'ailleurs, dans le cas de dépôt d'ordonnances, le pharmacien est en règle

1. S. 38. 1. 992.

2. D. 54. 2. 192.

3. D. 70. 3. 102.

4. *Un. Ph.*, 1881, p. 237.

5. S. 1885. 1. 992.

6. *Bull. crim.*, n° 321.

7. *Bull. de l'A. g. des Ph. de Fr.*, 1899, p. 31.

8. *Gaz. du Palais*, 15 mai 1900.

9. D. 1901. 1. 53.

avec la loi sur la pharmacie, il peut être l'objet de poursuites de la part de l'administration des Postes. Pour que, même sur ce point, la sollicitation de commandes ne soit pas répréhensible, il devra l'entourer de certaines précautions. La réception des commandes, de la main à la main par des employés, ne porte pas atteinte au monopole du service des Postes, mais on n'en pourrait dire autant du dépôt de *boîtes* d'ordonnances qui seraient levées dans des endroits publics, ou chez des débitants ou des épiciers. C'est ce qui résulte d'une lettre du sous-secrétaire d'Etat des Postes et Télégraphes, M. Bérard, adressée à M. Petit, député de la Côte-d'Or, en date du 27 déc. 1902 (1).

Il faut donc, nous l'avons vu, pour qu'on ne puisse voir dans un dépôt d'ordonnances une variété de cumul d'officines, que cette sorte de succursale se borne exclusivement à la réception des commandes et ne se complique pas d'un véritable dépôt de médicaments. Le **Tribunal de Marennnes**, le **29 juillet 1901** (2), a rejeté la prétention d'un pharmacien qui, ayant établi un dépôt de produits, se réclamait de l'arrêt de Cassation du 5 juillet 1900 précité; et l'a condamné comme complice du délit d'exercice illégal commis par l'épicier chez qui était établi le dépôt. De même, un jugement du **Tribunal de Dijon**, du **1^{er} mars 1902** (3), déclare un pharma-

1. *Bull. de l'A. g. des Ph.*, 1903, p. 245.

2. *Id.*, 1901, p. 135.

3. *Id.* 1902, p. 120.

cien civilement responsable du fait de son élève, qui ne se contentait pas de recueillir les ordonnances et emportait avec lui des médicaments qu'il vendait.

6° Exception au principe de non-dédoublement. — En dehors du régime spécial des pharmacies des Sociétés de secours mutuels et des pharmacies d'hospice (que nous n'étudierons pas, nous en tenant aux obligations du pharmacien qui détaille ses produits au public), il est, au principe de la nécessité du diplôme, une autre exception, et elle intéresse directement notre sujet. La loi, en effet, considérant comme particulièrement digne d'intérêt la situation de la veuve du pharmacien, au moment du décès de son mari, a édicté en sa faveur des dispositions spéciales. M. Javillier (1) cite à ce sujet les lettres patentes de 1514, et un arrêt du Parlement de Paris, du 3 août 1536, qui prévoyaient déjà le cas de viduité de la femme de l'apothicaire.

Actuellement c'est l'article 41 de l'arrêté du 25 thermidor an XI, qui régit la matière. Aux termes de cet article, la veuve du pharmacien, pendant un an à compter du décès de son mari, a le droit de tenir la pharmacie ouverte en y mettant un élève de vingt-deux ans au moins, agréé par une Ecole de pharmacie et sous la surveillance d'un diplômé nommé à cet effet par l'Ecole.

Tandis que la Cour de Caen, 2 avril 1873 (2),

1. Javillier, thèse précitée, p. 54.

2. S. 74.2.18.

interprétant restrictivement le texte, n'avait pas admis l'extension de cette exception au cas où le pharmacien laisserait des orphelins, le **Tribunal de Rennes, 19 août 1882** (1), jugeant dans le sens contraire, mettait sur le même pied la veuve et les enfants. La question est maintenant tranchée par la loi du 9 février 1916, votée sur la proposition de M. Astier, au Sénat et de M. Violette à la Chambre. Cette loi, qui a abrogé l'arrêté de thermidor, étend, en cas de décès du pharmacien, aux héritiers le droit de *gérer* (2) pendant un an qui n'était auparavant accordé qu'à la veuve. Elle exige seulement la présence d'un élève majeur, titulaire de huit inscriptions de scolarité, présenté à l'agrément de l'Ecole dans le ressort de laquelle se trouve l'officine. Un pharmacien diplômé surveillera les opérations de l'élève.

C'est la consécration légale de l'idée émise par la proposition Astier de 1899 et aussi le rapport Schmidt, de 1914. Ces propositions préconisaient encore d'autres exceptions, qui n'ont pas été reproduites dans la loi de 1916, au principe du non-dédoublement de la gérance et de la propriété : il s'agit du droit que l'on demandait d'accorder au diplômé de gérer l'officine appartenant à ses enfants et au conjoint diplômé d'une veuve remariée, celui de diriger, en tant que tuteur, la pharmacie des enfants du

1. La loi du 9 sept. 1882.

2. La loi aurait mieux fait d'employer le mot *posséder*, le terme *gérer* est dans cette matière tout à fait impropre. C'est l'élève qui est ici le gérant et non la femme, qui n'est que propriétaire.

premier mariage de sa femme. Enfin on ajoutait à ce cas celui du conjoint diplômé sous tous les régimes matrimoniaux.

Le délai d'un an, accordé par l'arrêté de Thermidor, puis par la loi de 1916, peut-il être prorogé ? Un jugement du **Tribunal de la Seine du 15 février 1873** (1), et celui, précité, du Tribunal de Rennes, du 19 août 1882, l'ont admis. La deuxième de ces décisions sanctionne la prorogation d'un an par l'autorité administrative. M. Javillier cite en sens contraire un arrêt de Cass., du 26 nov. 1875 et un arrêt de Nîmes, du 6 janvier 1876 (2). Je crois en effet qu'on ne peut admettre la légalité d'une pareille mesure qui consiste à étendre l'application d'un texte exceptionnel.

La loi de 1916 accorde seulement pour le temps de guerre une suspension de délai à partir du 31 juillet 1914 et un nouveau délai de deux ans à partir du 1^{er} novembre après le décret prévu par la loi du 4 juillet 1915 relative à la reprise après la guerre des délais de proscription et autres.

Signalons une proposition de M. Paul Constans, qui a pour but de permettre à la veuve du pharmacien mobilisé mort pendant la guerre, ou du pharmacien civil tué par l'ennemi, de continuer à tenir ouverte l'officine, sous la surveillance et la direction d'un diplômé. La veuve du pharmacien serait civilement responsable du fait de ce diplômé.

1. D. 73.3.63.

2. *Gaz. Trib.* du 5 fév. 1876.

CHAPITRE II

DE LA SURVEILLANCE DE L'OFFICINE

1. — Présence du Pharmacien. — Aides. —

La loi a exigé du pharmacien, nous l'avons vu, qu'il soit diplômé, et d'après l'interprétation actuelle de la jurisprudence que nous avons faite nôtre, qu'il soit de plus propriétaire de son officine. S'en suit-il que le pharmacien soit seul autorisé à préparer et à délivrer les médicaments, et qu'il ne puisse, dans l'exercice de sa profession, se faire remplacer ni même aider par un non-diplômé ?

Cette interprétation restrictive des textes aurait pour conséquence d'obliger le pharmacien à ne jamais s'absenter, et comme en pratique, cela est impossible, à fermer son officine dès que, pour une raison quelconque, il est appelé au dehors. Comme tout autre citoyen, le pharmacien est soumis à certaines obligations qui le forcent à quitter momentanément son officine. Par exemple, en temps de paix, il doit accomplir des périodes militaires ; en temps de guerre il sera mobilisé. D'autre part, la maladie peut le forcer à abandonner pendant quelque temps la gestion de sa pharmacie. Enfin, comme tout le

monde, de multiples devoirs l'appellent hors de chez lui. L'obliger à fermer son officine, à chacune de ses absences, de si petite durée fût-elle, ce serait non seulement vouloir appliquer la loi avec une rigueur draconienne, mais méconnaître de façon flagrante l'intérêt même de la santé publique.

Il ne peut être question de trouver dans la déclaration de 1777 cette interdiction pour le pharmacien de quitter sa maison. *Exercer personnellement* cela ne veut pas dire que le titulaire d'une officine doit préparer et débiter *lui-même* tous les médicaments, mais qu'il doit assurer, par une surveillance étroite et une gérance scrupuleusement attentive, cette préparation et ce débit, sous ses ordres directs et sous la garantie et la responsabilité de son diplôme.

Quand l'article 25 de la loi de germinal subordonne à la condition du diplôme le libre exercice de la pharmacie, il n'a en vue que le titulaire de l'officine, et la meilleure preuve qui soit à l'appui de notre manière de voir, c'est que cette exigence est édictée par la loi à propos de l'obtention de la patente.

Nulle part donc, la loi n'a imposé au pharmacien la présence continue à son officine et l'interdiction des'en absenter en y laissant à sa place une personne non munie du diplôme ; nulle part non plus, nous ne trouvons de texte qui défende au pharmacien de se faire aider dans l'exercice de sa profession. Lors de la discussion, en 1890, de la proposition Lockroy, la Chambre des députés a justement rejeté l'amendement de M. Alcée Froin, qui avait pour but

d'obliger le pharmacien à préparer lui-même. Ce serait rendre, en pratique, l'exercice de la pharmacie impossible. Bien plus, tout un titre de la loi de germinal est consacré à la condition des *élèves* en pharmacie. L'article 8 leur impose un certain temps de stage dans une officine : c'est donc que la loi leur permet, puisqu'à ce sujet, elle parle de *l'exercice de leur art*, d'aider le pharmacien dans la préparation des médicaments.

Le décret des 26-29 juillet 1909, réformant le régime des études de pharmacie s'est inspiré de la même idée. Enfin l'arrêté du 25 thermidor an XI, après avoir parlé du stage en pharmacie, prévoit comme nous l'avons vu plus haut, qu'au décès du pharmacien la gestion de l'officine pourra être confiée temporairement à un élève, sous la surveillance d'un diplômé. A plus forte raison doit-on admettre qu'un élève puisse remplacer le pharmacien du vivant de celui-ci, quand le patron peut assurer une surveillance effective.

Quelle sera cette surveillance du pharmacien ? « Elle doit, dit un arrêt de **Cassation** du 10 juillet 1835 (1), pour être *constante*, s'exercer sur tous les actes professionnels de l'élève et non pas seulement sur ce qu'il a fait à certaines heures ou à certaines périodes ». C'est ce que M. Goujon (2), appelle la

1. S. 35.1.885.

2. Henri Goujon, *De la situation légale des pharmaciens absents temporairement de leur officine*. Thèse de pharmacie, Montpellier, 1917.

surveillance *actuelle*. La Chambre criminelle, dans l'arrêt que nous venons de citer, condamnait un pharmacien qui résidait dans une autre localité.

Déjà en 1829, la Cour de Nîmes, 29 août (1), approuvait la fermeture, par l'autorité administrative, d'une pharmacie dont le titulaire avait laissé la direction à son élève, pendant un voyage qu'il avait fait de Nîmes à Genève. Explicable à cette époque, cette condamnation ne le serait plus aujourd'hui, avec la rapidité actuelle des moyens de locomotion. Dans le même sens : Trib. de Céret, 1881 (2).

Serait manifestement illusoire la surveillance d'un pharmacien qui, résidant ailleurs, se contenterait de venir trois fois par mois à des jours indéterminés surveiller son élève, même en ne le prévenant pas d'avance de sa visite (Trib. du Havre, 24 janv. 1883) (3). La jurisprudence quoique beaucoup plus large en cette matière qu'autrefois, condamne avec raison les longues absences du pharmacien : Lyon, 22 fév. 1893 (4) ; Bordeaux, 3 janv. 1905 (5) ; Alger, 24 juin 1905 (6) ; Trib. d'Yvetot, 24 fév. 1909 (7). Dans un cas particulièrement pénible, un pharmacien fut condamné pour exercice illégal en

1. D. 29.2.255.

2. *Un. Ph.*, 1882, p. 26.

3. *Un. Ph.*, 1883, p. 121.

4. S. 94.2.49.

5. *Recueil de Bordeaux*, 1905.1.373 (Dans cet arrêt, cependant l'élève seul fut poursuivi, la Cour voyant dans l'infraction une contravention n'admit pas la complicité du pharmacien.

6. *Le Droit*, 5 oct. 1905.

7. *Rép. de Ph.*, 1909, p. 177.

même temps que son élève à qui il avait laissé la gérance de sa pharmacie : devenu presque aveugle, il résidait hors de la localité de l'officine et se contentait de recevoir une mensualité que lui versait l'élève. (**Nîmes, 23 mars 1899**) (1). Jugé de même : **Trib. de Marmande, nov. 1899** (2).

Cependant, en sens contraire, un jugement du **Trib. de Narbonne, du 11 déc. 1903** (3), permit à un pharmacien d'exercer une autre profession hors de la ville où était située son officine, étant donné que cette profession ne l'accaparait pas complètement et ne l'empêchait pas de surveiller les opérations de son élève.

Peu de temps auparavant la **Cour de Douai, 1^{er} juillet 1903** (4), avait condamné comme complice de l'exercice illégal commis par son élève, un pharmacien qui ne se rendait à l'officine qu'à certaines heures. Dans le même sens : **Trib. de Lille, 17 avril 1904** : « Attendu que si la jurisprudence... tolère la préparation et le débit des médicaments par l'élève sous la surveillance effective du pharmacien propriétaire, et aussi les absences momentanées ou accidentelles, cette tolérance ne saurait aller jusqu'à admettre la non-résidence et les absences périodiques plus ou moins prolongées pendant lesquelles l'officine est gérée par l'élève » : **Trib. de**

1. *Bull. de l'A. G.*, 1899, p. 31.

2. *Un. Ph.*, 1899, p. 566.

3. *Gaz. Trib.*, 8 avril 1904.

4. *Un. Ph.*, 1904, p. 322.

5. *Un. Ph.*, 1904, p. 380.

Châlons-sur-Marne, 12 sept. 1908 (1); Paris, 20 fév. 1909 (2); Trib. Seine, 15 janv. 1909 (3); Trib. de Draguignan, 19 novembre 1909 (4); Trib. Seine, 17 avril 1912 (5); Nîmes, 24 avril 1913 (6).

Mais s'ils n'admettent ni les absences habituelles, ni les absences périodiques, et n'acceptent même pas l'excuse de la maladie, les tribunaux ne vont cependant pas jusqu'à imposer au pharmacien la présence continuelle à son officine. Ils lui accordent nettement le droit de se faire remplacer, à condition toutefois que cette suppléance ne devienne pas une habitude. Ils lui permettent de même de se faire assister et d'avoir pour ce, des élèves. D'après la Cour de **Besançon**, 2 fév. 1910 (7), ne constitue pas l'exercice illégal le fait pour l'élève d'avoir délivré quelques médicaments pendant une absence très courte du pharmacien.

D'autre part, un arrêt d'**Aix**, du 21 déc. 1900 (8), décide que « la présence constante du pharmacien dans son officine n'est pas rigoureusement indispensable ». La direction effective de la pharmacie par le diplômé est donc suffisante si les

1. *Annales de Jurisprudence pharmaceutique*, 1909, p. 26.

2. *Annales de Jurisprudence pharmaceutique*, 1909, p. 25.

3. *Un. Ph.*, 1909, p. 228.

4. *Rép. de Ph.*, 1910, p. 134.

5. *Un. Ph.*, 1912, p. 12.

6. *Rép. de Ph.*, oct. 1913.

7. *Annales de Jurisprudence pharmaceutique*, 1910, p. 17.

8. *Bulletin de la Société de Pharmacie du sud-est*, déc. 1900.

élèves préparent les médicaments sous son contrôle et selon ses instructions.

Même à propos de la manipulation des toxiques au sujet de laquelle la Jurisprudence est cependant particulièrement exigeante, la Cour suprême admet qu'en cas de nécessité la clé de l'armoire aux poisons soit confiée à l'élève, qui pourra préparer, sans attendre le retour de son patron, un médicament à base de substances vénéneuses (Cass., 25 nov. 1909)(1).

La loi ne prévoit comme auxiliaires du pharmacien que les élèves en cours d'études, stagiaires ou étudiants. Aucun texte ne fait mention de ceux que l'on a appelés les *potards*, qui ne sont pas inscrits au stage et ne se préparent pas au diplôme. Un pharmacien a-t-il le droit de se faire assister par d'autres que par des élèves ? Nulle part la loi ne le défend, et les nécessités pratiques, vu surtout le petit nombre de stagiaires, ont depuis longtemps obligé le pharmacien à s'entourer de *professionnels*. La Jurisprudence impose seulement au pharmacien vis-à-vis de ces collaborateurs des précautions encore plus grandes que pour les élèves, et lui permet d'avoir des aides qui rendront dans l'officine des services matériels : Cass., 11 avril et 5 juillet 1900 ; Aix, 21 déc. 1900, préc. ; Nancy, 11 mai 1892(2), Dijon, 16 déc. 1910 (3). Le pharmacien devra d'ailleurs

1. S. 1911. 1. 70.

2. S. 94. 2. 49.

3. D. 1912. 2. 205.

exercer une surveillance très stricte sur tous les actes de ses aides, et ne pourra leur confier la préparation des médicaments que sous son contrôle direct et en sa présence : **Angers, 27 oct. 1877 (1).**

A l'Assemblée générale de l'Association des Pharmaciens de France du 14 avril 1898, M. Cougoule demandait que la nouvelle loi sur la pharmacie reconnût au pharmacien le droit de se faire aider, mais à certaines conditions. Il serait tenu de délivrer lui-même directement au client les substances simples toxiques et les médicaments magistraux et composés préparés par ses aides. Dans les cas d'urgence seulement l'aide serait autorisé à délivrer lui-même.

En Russie, il est interdit d'employer des aides non-stagiaires, et les stagiaires eux-mêmes ne peuvent exécuter que les prescriptions médicales qui leur sont remises non par le client mais par le pharmacien ou l'étudiant régulièrement inscrit aux cours d'une école. Ce dernier, dans la hiérarchie pharmaceutique, est le collaborateur direct du titulaire.

2. Responsabilité civile et pénale du pharmacien du fait des élèves et des aides.

— Comme tout employeur, le pharmacien est civilement responsable des actes de ses subordonnés. Cette responsabilité est celle de tout commettant, dont le principe, énoncé dans l'art. 1384 du Code civil, repose sur la présomption légale d'une faute de la part du patron. Celui-ci, libre de choisir ses

1. S. 78. 2.87.

collaborateurs, et devant surveiller leurs actes, en est rendu responsable civilement d'après notre droit français sans être admis à faire la preuve de la faute de l'employé. Nous n'avons pas à apprécier ici le fondement de cette idée, déjà émise par Pothier, qu'a combattue M. Planiol et que le Code civil allemand a rejetée.

La Jurisprudence a toujours reconnu la responsabilité civile du pharmacien vis-à-vis des fautes de ses aides, stagiaires ou autres.

Si la responsabilité civile du pharmacien ne fait pas de doute, il n'en est pas de même de sa responsabilité pénale du fait de ses aides. L'obligation du pharmacien d'indemniser la victime d'une erreur de l'élève n'a jamais été discutée, mais faut-il aller plus loin. Le condamnera-t-on de plus à la prison et à l'amende ? La Jurisprudence se basant sur l'art. 319 du Code pénal a d'abord admis la responsabilité personnelle du patron et l'a puni comme coupable d'une des fautes énumérées par ce texte : maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements. Dans plusieurs décisions, rendues à propos d'erreurs de l'élève, le pharmacien fut condamné : **Trib. Seine, 2 août 1865** (1). Dans un jugement particulièrement sévère, du **15 déc. 1893** (2), le même tribunal fait une obligation au pharmacien de vérifier minutieusement *l'exacte exécution* de toutes les ordonnances préparées par son

1. Laly, thèse précitée, p. 100.

2. *Un. Ph.*, 1894, p. 22.

élève, « au moyen de la transcription de l'ordonnance sur le registre ». Cela dépasse même les termes de la loi, puisque celle-ci n'ordonne que la transcription des ordonnances de produits toxiques. La Cour de **Paris, le 23 nov. 1894** (1), non seulement confirma ce jugement en ce qui touchait la responsabilité personnelle du pharmacien mais de plus acquitta l'élève. D'après cet arrêt, *seul* le pharmacien est censé livrer et débiter les médicaments et lui seul est responsable. Il est à peine utile de faire remarquer qu'au lieu de sauvegarder les intérêts de la santé publique, une telle jurisprudence avait au contraire l'inconvénient de délivrer de tout souci, dans la manipulation des produits, l'élève à qui elle assurait l'impunité. Contraire aux principes généraux du droit pénal, d'après lesquels on n'est responsable que de ses propres délits, cette conception n'en fut pas moins maintenue pendant un certain temps : **Trib. Seine, 4 janv. 1895** (2).

Mais les tribunaux revinrent enfin à une notion plus juridique de la responsabilité du pharmacien comme de celle de l'élève : celui-ci a été déclaré seul responsable par le **Trib. de la Seine, fin mars 1899** (3). Le pharmacien, d'ailleurs, continue à être responsable personnellement quand il a commis lui-même une négligence ou qu'il a de façon flagrante violé la loi, et alors l'art. 319 lui sera applicable :

1. *Un. Ph.*, 1894, p. 551.

2. *Un. Ph.*, 1895, p. 68.

3. *Un. Ph.*, 1899, p. 186.

par exemple, s'il laissait un débutant gérer seul la pharmacie en son absence. Ainsi la nouvelle Jurisprudence, tout en donnant des garanties à la santé publique ne rend plus l'accomplissement du stage en pharmacie impossible. Serait punissable le pharmacien dont l'élève aurait délivré sans ordonnance du chlorhydrate de morphine : **Trib. Seine, 29 avril 1910** (1). Notons un arrêt de **Paris, 28 janv. 1904** (2), qui semblait adopter l'ancienne jurisprudence et admettait la responsabilité personnelle du pharmacien pour tout ce qui se passe dans l'officine.

Le **Trib. de la Seine** a, par un jugement du **16 mars 1917** (3), inauguré une jurisprudence nouvelle et particulièrement large. Il a acquitté un pharmacien en gros dont les élèves avaient fourni des médicaments à un herboriste et l'a déclaré excusable de n'avoir pas surveillé strictement les employés de son magasin de vente, très occupé qu'il était par ailleurs par son usine depuis la guerre.

3. Cas du diplômé auxiliaire du pharmacien ou surveillant l'officine. — L'arrêté de Thermidor, nous l'avons vu, prévoit, au cas de décès du titulaire, la surveillance de l'officine par un diplômé. Diverses propositions de lois ont demandé l'extension de cette disposition au cas de *maladie* du pharmacien. Le projet Schmidt, a. 5, reproduit cette idée, qui figurait déjà dans le projet des Ecoles,

1. *Ann. Jur. Ph.*, 1910, p. 57.

2. *Un. Ph.*, 1904, p. 402.

3. *Un. Ph.*, 1917, p. 257.

et dont la commission de législation de l'Association Générale des Pharmaciens avait depuis longtemps proposé l'adoption. Le même projet, présenté au nom de la Commission de la Chambre en 1914 par M. Schmidt, après avoir admis dans son art. 8 la légalité des aides (sous la responsabilité personnelle, d'ailleurs, du pharmacien), voudrait obliger le pharmacien qui emploiera plus de *trois élèves*, à en confier la surveillance à un diplômé. Le projet, ayant en vue les « grandes pharmacies », exige la surveillance d'un diplôme, pour trois aides.

Voilà donc plusieurs cas où un pharmacien diplômé serait employé dans l'officine d'un autre pharmacien. Il n'y a pas, d'ailleurs, dans cette idée, de contradiction avec la défense de faire gérer par un diplômé non-propriétaire. Les cas d'exception seraient limitativement prévus. Nous avons dit, en effet, à propos de la propriété de l'officine, que la jurisprudence n'admet pas qu'un pharmacien confie la gérance, même à un autre diplômé : Trib. de Commerce de Nice, 14 mars 1905, préc. ; **Cass. 22 mai 1913** (1). La direction de l'officine, ainsi abandonnée dans tous les cas à un autre que le propriétaire constituerait une atteinte au principe de non-dédoublement : Cass., 11 août 1838 (2^e arrêt) ; Lyon, 27 déc. 1883 ; Cass., 25 nov. 1909, précités.

Si l'on ne peut laisser gérer complètement l'officine par un autre diplômé, il est permis de lui donner

1. *Rép. de Ph.*, janv. 1914.

une certaine part dans la direction de la pharmacie. Il est sûr que le diplôme de pharmacien de cet auxiliaire du titulaire sera une très sérieuse garantie pour la santé publique, et qu'on pourra sans inconvénient lui laisser dans la préparation des médicaments une initiative beaucoup plus grande que celle qu'on pourrait permettre à un aide non-diplômé.

En dehors du cas de décès, de maladie, ou de la surveillance d'une partie des élèves, on a proposé le remplacement du titulaire par un diplômé, ou même par un étudiant muni d'un certain nombre d'inscriptions, dans toutes les circonstances où le pharmacien est obligé à une absence de quelque durée. Ce système avait été présenté par le projet Cornil et Brouardel en 1894. Il est légalement reconnu pour l'exercice de la médecine.

A plusieurs reprises, d'autre part, les syndicats des aides en pharmacie ont demandé la création d'un diplôme d'aide ou de *préparateur en pharmacie*. Cette institution, contrefaçon du diplôme de seconde classe, aujourd'hui supprimé, aurait les mêmes inconvénients que celui-ci sans en avoir les avantages et ne donnerait guère de garanties sérieuses de compétence dans une profession aussi délicate que la pharmacie. Signalons à ce sujet une proposition de M. Charles Bernard, député, du 26 oct. 1917, ayant pour but de créer un diplôme de *gradué en pharmacie*. Ce titre, délivré après cinq ans de stage, donnerait à l'aide en pharmacie l'équivalence du baccalauréat, lui ouvrant ainsi la porte des Facul-

tés. Le *gradué* aurait le droit de s'associer avec un pharmacien, d'acquérir d'autre part et de gérer une officine dans les communes de moins de 3.000 habitants. Enfin ce diplôme serait exigé pour les remplacements. Ce nouveau degré dans la hiérarchie pharmaceutique ne me semble pas d'une grande utilité, il serait très difficile d'ailleurs de déterminer de façon exacte l'étendue de la responsabilité de ce pharmacien à *compétence limitée*.

Examinons ce qui s'est fait pendant la guerre qui a enlevé à leurs officines la plupart des pharmaciens appelés à l'armée. Dans une circulaire du 19 septembre 1914, le ministre de l'Agriculture a invité les Préfets, et par eux, les inspecteurs à se montrer très tolérants. Il ne pouvait être question d'ordonner la fermeture des officines dont le titulaire était mobilisé. Déjà nombre de pharmacies ont dû fermer, faute d'élève. Obliger les autres, qui avaient à leur disposition un aide professionnel, mais non diplômé, aurait été non seulement injustement sévère, mais encore contraire aux intérêts des malades. Imposer enfin le remplacement par un diplômé, c'était pratiquement impossible, étant donnés d'un côté le petit nombre de diplômés qui n'exercent pas et d'autre part la grande quantité des pharmaciens mobilisés. Le ministre a accepté que restent ouvertes les officines tenues par un élève qui, quoique non muni d'un diplôme régulier, a une certaine compétence acquise par la pratique professionnelle. Dans les cas où l'inspecteur douterait de la suffisance de

cette garantie le directeur de l'Ecole de Pharmacie du ressort serait appelé à donner son avis. L'autorité administrative a donc permis que les aides préparent et délivrent des médicaments en l'absence du titulaire mobilisé, mais sous la surveillance d'un diplômé. Celui-ci, qui peut être par ailleurs propriétaire d'une autre officine dans la même ville fait une déclaration à la mairie ou à la préfecture. A une question des groupements pharmaceutiques, la Préfecture de Police n'a pu cependant assurer que le confrère qui assumerait cette surveillance serait dégagé de toute responsabilité, de quelque nature qu'elle soit.

S'il est certain que civilement c'est le titulaire qui sera responsable, qui, d'après nous, endossera la responsabilité pénale, personnelle, des actes de l'élève en notre cas ? Il ne faut pas oublier que le titulaire parti à l'armée n'aura que des rapports très lointains avec son élève et qu'il lui sera impossible de le contrôler. Le pharmacien qui a accepté à titre gratuit la surveillance, pour rendre service à son confrère mobilisé, ne peut être traité comme le serait en temps ordinaire le patron qui aurait commis une négligence. Lui donner la même responsabilité qu'à celui-ci aboutirait à faire refuser cette surveillance par ceux qui en avaient gracieusement accepté la charge. D'une part donc, les tribunaux ne peuvent voir dans le diplômé surveillant un titulaire et lui appliquer cette idée, antijuridique déjà dans le cas ordinaire que le pharmacien est responsable de tout

ce qui se passe dans l'officine, censé qu'il est d'y avoir seul préparé tous les médicaments. On ne peut non plus le charger de la responsabilité de l'art. 319 du Code pénal, même restreinte au cas de négligence ou d'inattention ou de violation des règlements, comme la dernière jurisprudence, nous l'avons vu, l'avait décidé pour le pharmacien titulaire.

Nous sommes ici dans une situation toute de tolérance et illégale en principe. Quel critérium aurons-nous donc pour déterminer la responsabilité du diplômé qui surveille la pharmacie d'un autre en même temps qu'il dirige la sienne ? Je crois qu'il faut assimiler ce cas à celui du mandataire à titre gratuit. L'art. 1992, al. 2 du Code civil, parlant du mandataire non salarié, dit qu'il faut en apprécier moins rigoureusement la responsabilité que s'il s'agit d'un mandataire à titre onéreux, qui, lui, répond de toutes ses fautes. Le pharmacien surveillant, en application de cette idée, ne sera donc, d'après nous, responsable pénalement qu'au cas de *faute lourde* de sa part, s'il est prouvé par exemple qu'il aurait pu éviter par son intervention l'erreur que l'élève a commise. On ne peut lui demander un contrôle de tous les instants, mais il répondrait des négligences qu'il aurait favorisées par sa propre inattention. Dans la même mesure, il faut admettre juridiquement que le titulaire, responsable civilement, aura un recours contre son confrère, qui ayant accepté la surveillance, aurait rempli son mandat avec trop de négligence, participant ainsi à la responsabilité

pénale de la faute commise : inobservation des règlements ou imprudence.

Faisons remarquer toutefois combien, en notre matière, l'application de ces règles est difficile, et le peu de garanties pratiques qu'apporte la solution qu'on a admise. Si le diplômé surveillant peut donner des conseils utiles et même nécessaires à l'élève, c'est surtout quand celui-ci pensera à les lui demander. Il est impossible de le rendre responsable d'une erreur commise dans la composition d'une préparation qu'il a ignorée, à moins que cette erreur ne soit la conséquence d'une mauvaise tenue de l'officine, que le mandataire aurait dû remarquer dans les visites fréquentes qu'il doit y faire. Notons que ce système, que certains voudraient voir adopter, en temps de paix, pour toutes les absences prolongées du pharmacien, à l'occasion des périodes militaires par exemple, aurait de plus des inconvénients, qu'il faut envisager en temps normal, pour la tenue de la propre pharmacie du confrère suppléant. Ne serait-ce pas une atteinte, en effet, au principe du non-cumul d'officines ?

4. — Interdiction d'exercer une autre profession dans le même local. — Déjà l'article 4 de la déclaration de 1777 défendait aux pharmaciens de faire le commerce d'épicerie. La loi de germinal art. 32, *in fine*, leur interdit d'exercer dans le même local une autre profession que la pharmacie. Il ne faut cependant pas englober dans cette défense les professions accessoires de la pharmacie : la Cour

de cass., dans un arrêt du 5 déc. 1908 (1), a rejeté le pourvoi fait par un fabricant d'appareils, qui avait poursuivi un pharmacien pour vente de bandages. Aux termes de cet arrêt est licite la vente par le pharmacien de « tout article ou objet destiné soit à soulager ou à guérir un état de maladie, soit à faciliter l'administration ou la préparation d'un médicament ». Il est vrai que la Chambre criminelle n'a pas tranché le point de droit et n'a acquitté le pharmacien, que parce que l'article 32 de la loi de germinal, d'après cet arrêt, ne comporte point de sanction pénale (2). La Cour de Paris, 13 janv. 1910 (3), reconnaît aux pharmaciens le droit de vendre les bandages, autres accessoires de caoutchouc, etc.

Nous pouvons rapprocher de cette matière la question du cumul de l'exercice de la médecine avec celui de la pharmacie. Tandis que des Cours l'interdisent : Orléans, 27 fév. 1840., d'autres tout en proclamant le non-cumul en vertu de l'article 27 de la loi de germinal, ne punissent pas l'infraction faute de sanction légale à cet article : Cass. 13 août 1841 (4); Paris 3 août 1850.

Les différents projets présentés ces dernières années interdisent tous le cumul de ces deux profes-

1. *Un. Ph.*, 1908, p. 559.

2. Cette question de la sanction des prescriptions de l'article 32 sera étudiée plus loin.

3. *Un. Ph.*, 1910, p. 91.

4. *Un. Ph.*, 1863, p.^{te} 132, note.

sions par la même personne, bien qu'elle réunisse les deux diplômes.

L'article 27 de la loi de germinal, permet au médecin, dans les localités dépourvues d'officine, de vendre des médicaments. L'étude de cette exception sortirait du cadre de notre travail, aussi laisserons-nous de côté cette question du « pro-pharmacien ».

DEUXIÈME PARTIE

Des remèdes officinaux

CHAPITRE PREMIER

CONFORMITÉ AU CODEX. — FRAUDES

Sauf dans les cas de prescription spéciale du médecin, que nous étudierons plus loin dans la troisième partie consacrée aux *remèdes magistraux*, le pharmacien doit s'en tenir, dans la composition des médicaments, aux prescriptions du *Codex*. Cette obligation lui est imposée par l'article 32 de la loi de germinal, qui ordonne aux pharmaciens, « pour les préparations et compositions qu'ils devront exécuter et tenir dans leurs officines » de se conformer « aux formules insérées et décrites dans les dispensaires ou formulaires qui ont été rédigés ou qui le seront dans la suite par les Ecoles de médecine. »

Donc, pour tous les *remèdes officinaux*, c'est-à-dire dans tous les cas où une ordonnance médicale n'a pas prescrit une formule particulière, la compo-

sition devra être celle que donne le Codex ou Pharmacopée officielle.

L'arrêt du Parlement de Paris, du 23 juillet 1748, contenait déjà cette disposition, et la sanctionnait d'une peine de 500 francs d'amende. Dès avant cet arrêt, des formulaires officiels existaient. En 1639, parut à Paris le Codex qu'avait ordonné un édit de 1590. A Lille, une Pharmacopée fut publiée en 1640, à Toulouse en 1695. Le formulaire publié après l'arrêt de 1748 n'étant plus au courant de la chimie moderne, la loi de germinal, dans son article 38, ordonna la rédaction d'un nouveau Codex, « contenant les préparations médicinales et pharmaceutiques qui *devront être tenues* par les pharmaciens. » Le gouvernement était chargé de la publication de ce formulaire, préparé par les professeurs des Ecoles de médecine et de pharmacie, et qui serait applicable à tout le territoire français. Prescrit à nouveau par l'ordonnance du 8 août 1816, le *Codex medicamentarius, sen Pharmacopoea gallica* parut en 1818. Depuis, les éditions se sont succédées, la plus récente est celle de 1908. Les pharmaciens sont tenus d'avoir toujours en leur officine la dernière édition du Codex, et de suivre les formules qui y sont indiquées ; elles seules sont officielles.

Signalons que le Congrès international des Sciences médicales, tenu à Amsterdam en 1879, a demandé la rédaction d'une Pharmacopée internationale.

Comme toutes les dispositions de l'art. 32 de la loi de germinal, l'obligation de se conformer au

Codex a donné lieu à de vives discussions : l'art. 32 n'ayant pas indiqué de peines en application de ses prescriptions, quelle sanction faut-il leur donner ? Pour Briand et Chaudé et pour Laterrade (1), cet article ne comporte pas de sanction pénale. Pour Pellault au contraire il y a lieu d'appliquer la peine prévue par l'arrêt de 1748. L'ordonnance du 8 août 1816 déclarait d'ailleurs encore en vigueur l'arrêt de 1748. Mais Laterrade puis M. Javillier considèrent comme insuffisante pour régler cette question une simple ordonnance, qui ne peut faire revivre une disposition abrogée par une loi. A cela Pellault, suivi par M. Duserm répond que loin d'abroger l'arrêt de 1748, la loi de germinal, se l'appropriant, en a étendu le domaine d'application du ressort du Parlement de Paris à toute la France. Selon M. Javillier l'assimilation entre l'arrêt de 1748 et de la loi de germinal est contraire au principe de l'interprétation restrictive des textes du droit pénal.

Cependant la jurisprudence s'est d'abord prononcée pour l'abrogation de l'arrêt de 1748, et a refusé d'appliquer la peine édictée par ce règlement : **Cass., 26 mai 1837; (2) Trib. Seine, 24 juin**

1. Laterrade, *Code expliqué des pharmaciens*, nos 7, 118, 242.

2. Lors de cet arrêt, le procureur général Hébert s'était prononcé pour l'application de l'art. 36, combiné avec la loi du 29 pluviôse An XIII qui punit de 25 à 500 francs d'amende la vente des médicaments par des personnes non munies d'un caractère officiel. D'après ce système, le pharmacien qui ne se conforme pas aux règles de la profession tombe dans le droit commun. La Cour rejeta l'idée de M. Hébert, refusant d'assimiler le pharmacien à un non-diplômé.

1848 (1); Trib. Agen, 28 fév. 1850 (2); Trib. de Blois, 18 juin 1852 (3). Toutefois certaines décisions jugeaient déjà en sens contraire : Paris, 17 décembre, 1831 (4); Trib. Seine, 5 mars 1846 (5) : les art. 29 et 30 disent, l'un que l'on doit appliquer les lois et règlements existants, l'autre les lois antérieures, donc l'arrêt de 1748, sur ces points n'est pas abrogé (6). La nouvelle jurisprudence a définitivement adopté l'opinion de Pellault (7); Paris, 7 fév. 1851 (8); Cass., 24 mars 1859 (9); Cass., 8 fév. 1867, Paris (10); et, sur renvoi, Paris, 2 mai 1867; (11) Cass., 25 mars 1876 (12); Cass., 4 déc. 1886 (13); Trib. Seine, 28 juillet 1894 (14); et 4 janv. 1895 (15); Tr. de Lyon, 19 août 1897 (16); Paris, 13 déc. 1897 (17).

1. *Gaz. Trib.*, du 25 juin 1848.

2. D. 50. 2. 112.

3. *Le Droit*, 12 juillet 1852.

4. *Rép. Dalloz*, V^o médecine, p. 587.

5. *Duserm, De la législation pharmaceutique*. Thèse, Toulouse 1883, p. 128.

6. « Les dispositions du projet de loi sur la pharmacie ont pour but d'innover plutôt que de perfectionner cette partie de notre législation » (Rapport de Carret, séance du 17 germinal).

7. A signaler cependant : Trib. de Sainte-Menehould, 14 août 1882 (*Un. Ph.*, 1882, p. 382) : L'arrêt de 1748 est abrogé.

8. D. 52. 5. 35.

9. D. 59. 1. 192.

10. D. 67. 1. 141.

11. D. 67. 2. 26.

12. S. 76. 1. 183.

13. D. 87. 1. 287.

14. *Un. Ph.*, 1894, p. 356.

15. *Un. Ph.*, 1895, p. 69.

16. *Gaz. Trib.*, du 10 nov. 1897.

17. *Un. Ph.*, 1898, p. 318.

Sur cette question de la conformité du Codex, vient s'en greffer une autre, celle de la responsabilité du pharmacien, quant aux falsifications des médicaments. La connexité de ces deux sujets a été souvent pour la Jurisprudence, une source de confusion, surtout depuis la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes. Examinons d'abord quelle était la situation avant cette loi. L'interdiction de tenir et vendre des médicaments non conformes au Codex s'impose au pharmacien, sans distinguer si celui-ci est de bonne ou mauvaise foi, s'il y a eu tromperie ou non.

L'article 423 du Code pénal qui, d'une manière générale, punissait la tromperie sur la quantité et la nature des marchandises, et était applicable au pharmacien, ne visait que le cas de *fraude consciente*.

La loi du 27 mars 1851 était venue perfectionner l'article 423, elle constituait, en effet, un gros progrès, punissant la simple tentative de tromperie sur la quantité. De plus, elle permettait de poursuivre, non seulement la fraude sur la nature des produits, mais aussi sur *la qualité*, ce que ne visait pas l'article 423. La Jurisprudence, allant encore plus loin, décida qu'en cas de matières médicamenteuses, il y aurait falsification, même quand le dol porterait sur les qualités secondaires du produit.

Tandis, d'autre part, que certaines décisions, entre autres un jugement du Tribunal de la Seine, 1^{er} Septembre 1842 (1), avaient admis en matière

1. *Gaz. Trib.*, 3 sept. 1842.

de falsifications l'excuse de bonne foi, un arrêt de **Cass.**, du **24 mars 1849** (1) déclare que, quand il s'agit de médicaments, la bonne foi n'a pour effet que de changer la nature de la poursuite, le pharmacien étant responsable de la non-conformité au Codex, de ses produits, même s'il les a achetés tout préparés. En cas de tromperie, il importe peu d'ailleurs que le remède soit ou non conforme au Codex : **Paris, 12 février 1869** (2).

Ne constitue pas le délit de falsification prévu par la loi de 1851, le fait d'avoir préparé et mis en vente, sous le nom d'extrait de quinquina jaune, un extrait qui ne contenait qu'une quantité de quinine insuffisante pour pouvoir former une substance médicamenteuse, aucun produit étranger n'y étant d'ailleurs mélangé. Le délit de tromperie sur la nature ne peut résulter enfin que d'une vente consommée : cassation en ce sens d'un arrêt de **Paris du 3 juillet 1862** (3).

L'article 32 du projet présenté par le gouvernement en 1885 souleva les critiques du corps pharmaceutique. Le projet punissait d'une amende de 500 à 5.000 francs tout pharmacien dans l'officine duquel auraient été trouvés des médicaments détériorés par suite de sa négligence, sans préjudice des peines portées par la loi en cas de falsification volontaire. L'Association générale des pharmaciens demanda

1. D. 59. 1. 192.

2. D. 70. 2. 135.

3. *Un. Ph.*, 1863, p. 194.

que fût puni seulement le pharmacien qui aurait *délivré sciemment* des substances médicamenteuses dénaturées ou détériorées par sa négligence. Il est, en effet, difficile au pharmacien de connaître l'altération de ses produits, et on ne peut le punir du moment qu'il ne les vend pas dans cet état.

Le projet de loi déposé en 1885 sur les fraudes, remanié en 1895, puis en 1898 a abouti enfin au vote de la loi du 5 août 1905. L'article 1^{er} punit de l'emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 100 à 5.000 francs, la tromperie ou la tentative de tromperie, « soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises », et l'article 3 applique ces peines à l'exposition, la mise en vente et la vente des substances médicamenteuses falsifiées. L'article 3 punit d'une amende de 50 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois la simple détention de substances médicamenteuses falsifiées.

La loi du 1^{er} août 1905 se superpose donc à la loi de germinal. On a essayé de soutenir la non-applicabilité de la loi de 1905 aux pharmaciens, et on a cité à l'appui de cette idée les termes du sommaire d'un arrêt de **Cass.**, du **29 nov. 1907** (1). C'est à tort, cet arrêt, en effet, ne s'est pas prononcé sur le principe, et s'il n'a pas, comme le dit M. Albert Crignon (2), appliqué la loi de 1905, c'est parce qu'en

1. *Gazette du Palais*, 1908, I. 69.

2. *Ann. Jur. ph.*, 1909, p. 81.

l'espèce les poursuites étaient engagées en vertu de la loi de germinal.

Les pharmaciens ont vivement protesté auprès des pouvoirs publics contre la situation qui leur était faite à la suite de la nouvelle loi sur les fraudes. Les parquets avaient en effet, pris l'habitude de les poursuivre dans tous les cas où un produit était reconnu *défectueux* par les laboratoires d'analyses institués en application de la loi de 1905. S'il s'agissait d'un produit dont la composition ne répondait pas exactement aux indications portées sur l'étiquette, soit qu'il y eût teneur insuffisante en principes actifs, soit substitution ou addition d'un élément dans la composition, il y avait alors délit de tromperie puni par la loi sur les fraudes. Si, sans être aucunement falsifié, le médicament était reconnu non conforme à la dernière édition du Codex, le pharmacien était également poursuivi en vertu de l'article 32 de germinal. Cette interprétation des parquets et des tribunaux dépassait certainement l'esprit de la loi. Ainsi un arrêt de Douai, 14 mars 1911 (1), déclare que les pharmaciens ne peuvent détenir dans leur officine que les seuls produits inscrits au Codex de 1903 et ceux non modifiés inscrits dans les Pharmacopées antérieures. On juge immédiatement la situation impossible faite au pharmacien par cet arrêt, qui interdit de détenir un médicament destiné à être prescrit par une ordonnance. Il faudra donc,

1. Bull. Sc. Ph., 1912, p. 3.

lors de l'exécution d'une prescription médicale, jeter la portion non employée du produit, car il est impossible de préparer exactement la quantité ordonnée. Le Codex, s'il oblige le pharmacien à avoir en son officine tous les médicaments qu'il énumère, lui ordonne de les délivrer à l'exclusion de tous autres, mais seulement quand le produit-Codex ne lui est pas demandé. C'est ce qu'a voulu dire l'article 32, alinéa 3 de la loi de Germinal, qui n'a pas entendu défendre par ailleurs de posséder d'autres produits.

Il faut donc repousser l'interprétation trop rigoureuse donnée à l'article 32, alinéa 3, par les tribunaux dans ces dernières années : **Amiens, 22 juin 1912**; (1); **Trib. Seine, 14 avril 1915** (2). Punir par exemple un pharmacien qui, sans qu'une ordonnance l'ait prescrit, a débité de la teinture d'iode additionnée d'alcool, est, de la part d'un tribunal, tout à fait abusif. On sait en effet que la teinture d'iode du Codex de 1908 n'est pas supportée par l'épiderme de beaucoup de personnes. Je crois donc le pharmacien parfaitement en règle quand il a indiqué sur l'étiquette l'addition qu'il a faite :

Un jugement du **Trib. de la Seine, du 14 fév. 1911** (3), confirmé par la Cour de **Paris, le 10 mai 1912** (4), donne une interprétation particulièrement arbitraire de la loi, en condamnant un pharmacien

1. *Bull. de l'A. G.*, 1911, p. 963. et M. G. 1911.

2. *Un. Ph.*, 1915, p. 329.

3. *Id.*, 1911, p. 137. (M. G. 1911, p. 137.)

4. *Id.*, 1912, p. 285. (M. G. 1912, p. 285.)

pour détention de laurier-cerise, ancien Codex, et ainsi désigné d'ailleurs sur l'étiquette. Comme nous l'avons vu, si seules sont officielles les formules de la plus récente édition du formulaire, il ne s'ensuit pas que soient interdits la détention et le débit des produits conformes aux éditions antérieures. Il ne faut pas non plus oublier que si la loi de germinal condamne la *vente des remèdes secrets* (1) nulle part elle n'en défend la simple détention dans l'officine.

La circulaire adressée par M. Pams, ministre de l'Agriculture, en date du 8 juin 1912, aux inspecteurs des pharmacies, est venue apporter une importante atténuation à la situation que faisait aux pharmaciens la jurisprudence depuis la loi de 1905, et a réagi contre l'interprétation trop sévère de cette loi et de celle de germinal par les tribunaux. La loi de 1905 punit la détention des substances médicamenteuses dont les qualités ne répondent pas à celles indiquées sur l'étiquette, ou à la dénomination sous laquelle est présenté le produit. La circulaire ministérielle étudie les différentes catégories de produits *non-Codex* et indique à quelles conditions leur détention sera permise.

Auparavant le ministre rappelle que pour les produits inscrits au Codex, la condition de légalité est leur conformité avec la formule donnée par la dernière édition de ce formulaire.

Pour les *produits de la Pharmacopée modifiés*, soit

1. Nous étudierons plus loin (4^e partie) les différentes définitions que l'on a données du remède secret.

que leur préparation soit celle indiquée par une ancienne édition du Codex, soit que la formule ne réponde aux prescriptions d'aucune édition du formulaire, rien n'empêche le pharmacien de les détenir, mais il faut que l'étiquette porte des indications précises. S'il s'agit d'un médicament de l'ancien Codex, il suffira que l'étiquette indique la date de l'édition ; s'il n'y a pas identité avec la formule du Codex, même d'une ancienne édition, l'étiquette mentionnera la composition exacte de la formule adoptée, à laquelle le produit devra correspondre, sous peine de tomber sous le coup de la loi des fraudes.

Au cas où une substance étrangère a été ajoutée au produit-Codex, l'étiquette pourra être libellée, par exemple, de cette façon : *Sirop iodotonnique à l'extrait de ratanhia*. Si la modification ne se borne pas à l'addition d'une substance à la composition-Codex la formule devra être publiée par l'étiquette dans son intégralité. Cela n'empêchera pas de conserver la dénomination générique du produit, à moins que ce nom ait un sens exclusif de toute application à d'autres médicaments que celui, de composition précise, auquel il est ordinairement réservé.

Les remèdes qui figurent à une pharmacopée étrangère sont autorisés, à condition que l'étiquette en indique, en même temps que le nom du pays où cette pharmacopée est officielle, la teneur en principes utiles. Ainsi l'on évitera de confondre ces médicaments avec les produits similaires de la Pharmacopée française, où souvent ils portent le même nom.

La circulaire du 8 juin 1912 pose aussi le principe de la responsabilité du pharmacien vis-à-vis de l'authenticité des *produits nouveaux* qu'il détient et débite. On sait que les progrès de la thérapeutique et de la chimie modernes ont introduit en pharmacie de nombreux médicaments, qui ne sont pas mentionnés au Codex. Tant que la loi de germinal ne sera pas modifiée, la vente de ces produits, définis chimiquement, est interdite légalement, puisque ce sont des *remèdes secrets* selon l'ancienne définition de ce terme : ils n'ont été autorisés ni par le gouvernement, ni par l'Académie de médecine. Nous verrons cependant plus loin que l'on ne peut plus actuellement les considérer comme remèdes secrets, au sens moderne et grammatical de cette expression. Notons aussi que, comme nous l'avons déjà dit, si la vente des remèdes secrets est illégale, la détention des produits non-Codex ne constitue pas une infraction, puisqu'ils peuvent être prescrits par un médecin. La disposition pénale qui en condamne la vente et l'annonce ne peut être étendue à la simple détention, elle doit, selon les principes du droit, s'interpréter restrictivement. De plus, prescrit par une ordonnance médicale qui en donne la formule, le produit nouveau, lors de la vente, prendra le caractère magistral et sera ainsi légalement autorisé. Aussi est-ce dans ce sens libéral que la circulaire de M. Pâris tend-elle à orienter la jurisprudence.

Mais à qui incombe la responsabilité de l'authenticité de ces produits nouveaux ? On a dit qu'il suf-

faisait d'exiger des fournisseurs des garanties de pureté et de dosage écrites et formelles. Je crois, avec M. Collard (1), que ces garanties ne couvrent en aucune façon le pharmacien détaillant, qui aura détenu ou livré un produit falsifié, nouveau ou non. Comme le disait à la Chambre des députés, le 23 mars 1908, M. Cazeneuve : « le pharmacien n'est pas un simple débitant ou un épicier ignorant la composition des substances alimentaires... il a les moyens et la science pour analyser les substances qu'il achète et reçoit. Il n'est pas en droit, en principe, d'accuser son fournisseur si on trouve chez lui un médicament falsifié (2). »

Aussi est-ce avec raison que la circulaire de 1912 exige que l'étiquette du médicament nouveau donne la dénomination du produit et les indications nécessaires afin que le Service d'inspection puisse en contrôler l'authencité.

La jurisprudence, d'accord en cela avec la circulaire, n'admet pas que le pharmacien détenteur puisse invoquer l'excuse de bonne foi : **Tribunal de Lille, 16 novembre 1911 et Bordeaux, 16 juillet 1912**, confirmé par la Cour de cassation (3).

Enfin le pharmacien aura le droit de tenir dans son officine, d'après la circulaire adressée aux

1. *Bull. de l'A. g.*, 1909, p. 51.

2. *Bull. Sciences ph.*, 1909, p. 180.

3. Signalons cependant un jugement du Tribunal de la Seine du 13 février 1912, qui condamne le droguiste fournisseur et acquitte le pharmacien.

inspecteurs, des *préparations diverses*, solutions titrées, etc., que l'on a l'habitude de préparer d'avance pour faciliter l'exécution des prescriptions magistrales. Les récipients dans lesquels seront contenues ces préparations seront revêtus d'étiquettes qui donneront sur leur composition, avec la plus grande précision, toutes indications utiles. Un jugement du **Tribunal de Douai du 16 décembre 1909** (1), admettait déjà la détention de ces compositions préparées en prévision d'une ordonnance mais en défendait l'exposition dans les bocalux de l'officine. Cette décision était contraire à l'opinion émise par la Cour de **Paris, 8 août 1908** (2), qui déclarait que l'ordonnance ne peut régulariser après coup un médicament illicite au moment de sa fabrication.

La circulaire du ministre de l'Agriculture, tout en maintenant toutes les garanties nécessaires à la répression des falsifications, est conçue dans un sens libéral, qui tient compte des difficultés que rencontre le pharmacien dans l'exercice de sa profession.

Déjà d'ailleurs, les projets de lois qui se sont succédé donnaient à ce sujet la même satisfaction aux revendications légitimes des pharmaciens : ainsi le projet des Écoles dans son article 10, alinéa 3 et le projet Schmidt (art. 7). Ce dernier, de plus, ménageant les intérêts de l'inventeur d'un produit, pro-

1. *Un. ph.*, 1909, p. 342.

2. *Un. ph.*, 1909, p. 342.

posait que les médicaments nouveaux portent sur l'étiquette un numéro d'ordre correspondant à la formule inscrite sur un registre spécial auquel se reporteraient le Service d'inspection, le médecin et le pharmacien. Nous retrouverons cette idée, à propos des spécialités, dans la suite de cette étude.

CHAPITRE II

DÉTENTION DES TOXIQUES

1° De l'armoire aux poisons. — Parmi les précautions que les lois imposent au pharmacien dans la détention des substances vénéneuses, une des plus importantes est l'obligation de renfermer les médicaments toxiques dans un endroit spécial, où lui seul peut les manipuler.

Déjà un édit de juillet 1682, alinéa 8, enjoignait d'enfermer les poisons dans des lieux sûrs et fermés à clef. L'article 10 de la déclaration de 1777 ordonnait à ce sujet de tenir « tous poisons et drogues dangereuses dans des lieux sûrs et séparés sous la clef du maître actuel, sans que les femmes, enfants, domestiques, garçons, apprentis, en puissent disposer, vendre ou débiter ».

La loi de germinal a reproduit cette disposition dans son article 34 : « Les substances vénéneuses, et notamment l'arsenic, le réalgar, le sublimé corrosif, seront tenues, dans les officines des pharmaciens... *dans des lieux sûrs et séparés dont les pharmaciens... auront seuls la clef*, sans qu'aucun autre individu qu'eux puisse en disposer ». Le légis-

lateur de germinal n'avait prévu aucune sanction à cette disposition (1). Aussi la loi du 19 juillet 1845, qui abroge l'article 34, a-t-elle assuré une pénalité à l'article 11 de l'ordonnance du 29 octobre 1846, d'après lequel les substances vénéneuses doivent toujours être tenues dans un endroit sûr et fermé à clef. L'ordonnance de 1846 n'impose donc plus au pharmacien, comme le faisait la loi de germinal, de garder lui-même la clef de cet « *endroit sûr* » que l'on a appelé depuis *l'armoire aux poisons*. Cependant, il a été jugé que si cette obligation n'a pas été reproduite textuellement dans l'ordonnance de 1846, elle n'en résulte pas moins implicitement de ses dispositions : **Aix, 15 novembre 1854** (2). M. Dupuy (3), combattant cette idée, considère l'arrêt que nous venons de citer comme allant à l'encontre des principes du droit pénal ; il dénie à la jurisprudence le droit d'ajouter à la loi ; moins que tous autres textes, les lois répressives ne supportent d'interprétation extensive. D'après lui, la thèse du jugement de Marseille qui acquittait un pharmacien chez qui la clef de l'armoire aux poisons avait été trouvée dans un tiroir ouvert du comptoir, était beaucoup plus juridique que celle de l'arrêt d'Aix qui l'infirmait. Le

1. Certains tribunaux auraient voulu suppléer à cet oubli en appliquant l'article 471, alinéa 15 du Code pénal. Cette jurisprudence ne fut pas maintenue, l'article 471 n'étant applicable qu'aux règlements, et non à une loi.

2. S., 54. 2. 726.

3. Edmond Dupuy, *Etude sur la législation des substances vénéneuses*, 1887.

jugement du tribunal de Marseille s'exprimait en ces termes : « attendu qu'on ne peut dire que cette clef n'était pas dans un endroit sûr... que c'est là tout ce qu'exige aujourd'hui l'ordonnance de 1846 à la différence de la loi de germinal, qui se trouve, quant à ce, formellement abrogée par la loi du 19 juillet 1845 ».

Le **Trib. de la Seine, 2 août 1865 (1)**, a condamné un pharmacien qui avait laissé la clef de l'armoire aux poisons à la disposition d'un élève qui comptait cependant déjà deux ans de stage. D'autre part, un pharmacien qui avait confié à l'élève, en son absence, la clef de l'armoire, fut condamné à la suite d'une erreur fatale de l'élève, pour homicide par imprudence (**Rennes, 29 déc. 1869 (2)**). Cependant un arrêt de **Cass. du 25 nov. 1909 (3)**, admet que le pharmacien remette à son élève la clef de l'armoire, pour que celui-ci, en l'absence de son patron, puisse préparer un médicament demandé d'urgence par un client.

L'armoire doit être fermée par une clef. Un ressort ne suffit pas (**Trib. Seine, 21 janvier 1910 (4)**), et il va de soi que la clef ne peut rester sur l'armoire : **Trib. Seine, 21 mars 1912, 6 janvier 1913 (5)** et **11 juin 1913 (6)**. Enfin, l'on ne peut

1. Laly, thèse précitée, p. 95.

2. D. 72. 2. 38.

3. S. 1911. I. 70.

4. *Un. Ph.* 1910, p. 336.

5. *Un. Ph.* 1913, p. 42.

6. *Un. Ph.*, 1913, p. 341.

laisser hors de l'armoire, même ne fut-ce que momentanément, des produits que les lois et règlements ordonnent d'y placer : Trib. Seine, 19 janvier 1917 (1).

La Cour de cassation, le 7 mai 1887 (2), a rendu un arrêt qui constitue un véritable empiètement sur les attributions du pouvoir exécutif. Confirmant une décision de la Cour de Limoges, elle déclara celle-ci compétente pour juger qu'un produit devait être placé dans l'armoire aux poisons jusqu'à ce qu'une décision contraire soit intervenue. Or, c'est aux décrets prévus par les lois qu'il appartient de modifier les tableaux des substances vénéneuses, et en cette occasion, la Cour suprême s'est nettement arrogé des droits qu'elle n'avait pas.

Le décret du 14 sept. 1916, qui a abrogé à son tour l'ordonnance de 1846, prescrit (a. 3) de placer des substances toxiques et stupéfiantes dans des armoires fermées à clef ou dans des locaux où ne peuvent entrer librement les étrangers. L'art. 18 du décret défend en outre aux pharmaciens de détenir, dans les armoires, d'autres substances. Enfin, d'après l'art. 41, les produits classés au tableau C, c'est-à-dire simplement dangereux, seront séparés, dans l'officine, des substances non dangereuses.

Remarquons qu'en Allemagne, où le régime des substances vénéneuses est établi par le décret du 22 juin 1896 et l'ordonnance du 6 août 1910, cer-

1. *Un. Ph.*, 1917, p. 104.

2. *Un. Ph.*, 1887, p. 211.

tains produits très toxiques (arsenic, aconitine, etc.), doivent être conservés non seulement dans une armoire spéciale, mais cette armoire doit elle-même se trouver dans une *chambre des poisons*.

2. — Inscription des achats. — En plus de l'armoire aux poisons, le pharmacien doit observer encore d'autres prescriptions au sujet de la détention des toxiques. Comme elles ne donnent pas lieu à des discussions d'ordre juridique, nous ne ferons que les mentionner rapidement.

Le décret du 14 sept. 1916, qui abroge toutes les dispositions antérieures sur les substances vénéneuses (l'ordonnance de 1846, le décret du 8 juillet 1850, et celui du 1^{er} octobre 1908 sur l'opium) (1), prescrit au pharmacien comme à quiconque d'ailleurs détient des produits toxiques classés aux tableaux A et B, d'apposer sur les récipients qui, contiennent ces produits, des étiquettes *rouge orange* indiquant le nom de la substance en caractères, mais très apparents (2). Une bande de même couleur portera le mot *Poison*. D'autre part, en ce qui concerne les substances du tableau B (stupéfiants), on inscrira tout achat de ces produits sur un registre spécial, côté et paraphé par le maire ou le commis-

1. A noter une circulaire du ministre du Commerce, du 25 juin 1855, réglant la question des étiquettes.

2. L'étiquette sera fixée de façon à ne pouvoir être involontairement détachée. Déjà en ce sens : Trib. Seine, 27 oct. 1888 (*Un. Ph.*, 1887, p. 522) : condamnation d'un pharmacien qui n'avait étiqueté les toxiques de l'armoire aux poisons que sur les bouchons des flacons.

saire de police, et ces inscriptions devront être faites au moment même de l'achat, en indiquant le nom du vendeur. Un numéro d'ordre désignera les produits compris dans chaque réception. Le pharmacien qui traitera les substances du tableau B pour en extraire les alcaloïdes ou les transformer en médicaments, devra mentionner sur le registre spécial, dont nous avons parlé plus haut, ces transformations en indiquant sur quelles quantités elles ont porté, en même temps qu'il mentionnera la quantité du produit qu'il en aura retiré. L'inspecteur lui donnera décharge de la différence constatée entre ces quantités. Le registre devra être conservé pendant dix ans.

Les produits seulement « dangereux », inscrits au tableau C seront *séparés* des autres dans l'officine et l'étiquette sera accompagnée d'une bande verte portant la mention *dangereux*.

TROISIEME PARTIE

Des remèdes magistraux

CHAPITRE PREMIER

DE LA NÉCESSITÉ DE LA PRESCRIPTION MÉDICALE

1. — **Des remèdes magistraux.** — Les remèdes officinaux, avons-nous dit, sont les médicaments classés au Codex et que le pharmacien doit, en principe, détenir et livrer en respectant la formule qu'en donne la Pharmacopée. Les remèdes *magistraux* sont ceux que le pharmacien débitera sur ordonnance médicale, celle-ci indiquant, pour un cas particulier, une formule spéciale, dans laquelle le médecin aura la liberté de s'affranchir des règles du Codex, dans le sens qu'il jugera utile à la santé de son malade. Il faut se garder cependant d'opposer de façon trop tranchée ces deux sortes de médicaments, très souvent les remèdes prescrits par l'ordonnance seraient des médicaments officinaux auxquels le seul

fait de la prescription médicale confèrera le caractère magistral.

Le gouvernement ayant saisi en 1888 l'Académie de médecine de cette question de savoir quelle interprétation il convenait de donner à ces termes : *remèdes officinaux et remèdes magistraux*, M. le professeur Prunier, chargé du rapport, exprimait ainsi les conclusions de la Commission : « Ne doivent être regardés comme officinaux que les médicaments de conservation facile, dont le Codex a enregistré la formule et le mode de préparation pour les médicaments galéniques, ou bien les caractères, purification et essais pour les médicaments chimiques » mais, « il ne s'ensuit pas néanmoins que les médicaments qui figurent au Codex soient nécessairement officinaux. Les loochs, potions, tisanes, juleps, etc., sont de nature essentiellement magistrale, de même que les mélanges prescrits par les médecins, lors même qu'ils se composent uniquement de médicaments officinaux. Par le seul fait du mélange, ils rentrent dans la catégorie des remèdes magistraux. »

Donc, officinaux tant qu'ils sont détenus par le pharmacien dans son officine, ces remèdes peuvent, lors de la vente, prendre le caractère magistral. Légalement, avec l'interdiction de la vente des remèdes secrets, que nous étudierons plus loin, et d'autre part, avec l'obligation de se conformer au Codex, que nous avons déjà examinée, le pharmacien n'a pas le droit, en principe, de détenir chez lui un médicament préparé à l'avance, selon une formule

non officinale, même s'il a l'intention de ne le délivrer plus tard que sur une ordonnance, qui prescrira cette formule. La partie de notre étude que nous avons intitulée « Des remèdes officinaux » s'applique donc, quant à la détention, aussi bien aux remèdes qui pourront être prescrits par un médecin ou qui entreront dans la composition d'un mélange formulé dans une ordonnance. Pour certains même, et c'est le cas des toxiques, une prescription magistrale est obligatoire. De même, dans cette partie que nous commençons sous le titre « Des remèdes magistraux », nous étudierons les différentes questions qui se rapportent à l'ordonnance magistrale : or cette ordonnance prescrit très souvent des remèdes officinaux.

2. — Nécessité de l'ordonnance. — Dès 1353, un édit du roi Jean enjoint aux apothicaires de ne délivrer les médicaments que sur ordonnance de médecin : « Ils ne vendront, ne bailleront aucune médecine, venimeuse, périlleuse, qui puisse faire abortix, simple ou composée, à nulles gens qui soient hors de la foy chrestienne, ni à aucunes gens avoir si ils ne coignoissent bien que il soit maistre ou sciencier ou expert en la science de médecine et bien cognu, lequel ils cuideront en leur conscience souffisant que ce soit par exprès commandement de physicien qui les eut envoyé quérir. »

Une ordonnance de Louis XIII, de 1638, punit de cinquante livres d'amende celui qui délivre des médicaments sans ordonnance.

L'arrêt de Parlement du 23 juillet 1748, « fait

prohibition et défense aux apothicaires de donner les compositions mentionnées au (dit) dispensaire ou autres par eux faites, sur autres ordonnances que celles des docteurs de la (dite) Faculté, et sans ordonnances datées et signées des dits docteurs. »

L'article 32 de la loi de germinal subordonne à une ordonnance médicale le débit de toutes « drogues composées quelconques ».

3. — Impraticabilité de la loi de germinal. Tolérance admise. — L'article 32, en défendant au pharmacien de délivrer aucune drogue composée sans ordonnance médicale, a copié sur ce point, comme le dit M. Laly, l'arrêt de 1748, sans s'apercevoir que les conditions de la pharmacie avaient changé. L'appliquer à la règle rendrait impraticable l'exercice de la pharmacie, aussi les parquets, depuis longtemps, ont-ils toléré que les pharmaciens débitent sans ordonnance, tous les produits composés non toxiques. « Il n'est pas un pharmacien, dit M. Cruppi dans son rapport du 30 mars 1903, qui, à l'exception des substances toxiques, ne délivre à sa clientèle, sans l'ordonnance d'un médecin, les divers médicaments que renferme son officine. Et s'il fallait rappeler le corps pharmaceutique à la stricte observation de l'article 32 de la loi de germinal qui défend aux pharmaciens de livrer aucun médicament sans ordonnance, il n'est pas douteux que les habitudes du public seraient profondément troublées. »

La jurisprudence n'a jamais appliqué rigoureusement l'interdiction de l'article 32. Elle n'intervient

que dans le cas, où, les produits composés ayant été donnés sans ordonnance, il s'en est suivi un accident : **Cass., 25 mars 1876 (1)**. Si les tribunaux ne vont pas jusqu'à considérer l'article 32 comme abrogé (**Paris, 13 nov. 1897 (2)**), cependant ils en restreignent singulièrement le champ d'application. L'article 32 est une règle inspirée uniquement par souci de la santé publique, qui ne saurait, par une application purement littérale de texte, être étendue à la délivrance de toute composition préparée par un pharmacien, car on ne peut, comme le dit à propos d'un arrêt de la **Cours d'Amiens du 31 juillet 1913 (3)**, M. A. Crinon, « sans causer les plus grands dommages à l'intérêt général obliger le public à se procurer une ordonnance en consultant un docteur pour obtenir la délivrance de préparations d'un usage courant... dont l'emploi ne peut présenter aucun inconvénient. » Quelques jours avant cet arrêt, la **Cours d'Amiens, le 18 juillet 1913 (4)**, confirmait un jugement du **Trib. de Péronne, du 24 avril 1913**, qui avait acquitté deux pharmaciens poursuivis pour avoir vendu sans ordonnance du sirop d'iodure de potassium. A l'audience, M. le professeur Gauthier, directeur de l'Ecole supérieure de Pharmacie de Paris, s'était déclaré pour la non-application de l'article 32.

1. S. 76. I. 182.

2. *Un. Ph.*, 1898, p. 318.

3. *Un. Ph.*, 1913, p. 484.

4. *Bull. de l'A. G.*, 1913, p. 362.

A signaler un arrêt de **Cass.**, déc. 1886 (1) (confirmant un arrêt de **Paris** du 4 juin de la même année) particulièrement intéressant, parce qu'il diffère quelque peu de la jurisprudence ordinaire. La Cour de Paris ayant prononcé une condamnation pour délivrance sans ordonnance de chlorhydrate de morphine, la Chambre criminelle ne rejeta le pourvoi que parce qu'il s'agissait « d'une préparation ne rentrant pas dans la catégorie des médicaments que les pharmaciens peuvent débiter sans la prescription d'un homme de l'art ». C'est la première fois qu'un arrêt a admis cette distinction.

Les différents projets qui avaient pour but d'abroger la loi de germinal contiennent cette idée de distinguer entre les remèdes, ceux que le pharmacien ne pourra délivrer sans ordonnance, et d'autre part les compositions non dangereuses dont une liste serait annexée au Codex. C'est ce que prévoyait déjà en 1881 le projet rapporté par M. Dubost et adopté par le Conseil d'Etat.

Le rapport de M. Naquet, présenté à la Chambre en 1883, au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition Faure, allait plus loin encore, laissant le pharmacien libre de vendre, sous sa responsabilité et sous celle de l'acheteur, et quelle que soit leur nature, les substances dont il est fait demande expresse par le client. Les journaux du temps menèrent campagne contre les tendances trop

1. *Un. Ph.*, 1887, p. 22.

libérales de la Commission, qui aboutiraient, disaient-ils à la « liberté de l'empoisonnement ». Le rapport de M. Duval, en 1890, sur la proposition Lockroy, admettait la libre délivrance des substances composées, faisait une exception cependant pour les toxiques, qui ne seraient livrés que sur ordonnance, exception que le projet des Ecoles étendait aux médicaments simplement dangereux. La proposition Astier (1899) reproduisait cette distinction dans son article 10. D'après le rapport Mille, de 1913, le Codex contiendra la liste des médicaments qui nécessitent une ordonnance.

Notons que le décret du 15 juin 1888, sur l'exercice de la pharmacie en Tunisie, contient cette amélioration qu'on attend encore en France : le droit pour le pharmacien de vendre sans ordonnance certains médicaments. En France, on en est encore depuis plus de cent vingt ans, à vivre sous un régime de fait, admettant à titre de tolérance, la non-application d'un texte désuet, pratiquement impossible à observer. Ce n'est que dans les cas où un accident, à la suite d'une erreur par exemple, s'est produit que l'on se souvient de cette exigence légale de l'ordonnance médicale, et il se produit alors cette seconde anomalie : dans les espèces où il y aura lieu d'appliquer l'article 32 il faut aller lui chercher une sanction dans le vieil arrêt de 1748 !

Il n'y a que pour les toxiques que nous ayons un texte qui ne donne lieu à aucune difficulté. C'est l'article 5 de l'ordonnance du 29 octobre 1846, qui

exige une prescription médicale pour la vente de toutes les substances vénéneuses. Le décret du 14 septembre 1916, qui remplace l'ordonnance de 1846, reproduit dans son article 19 cette disposition. Nous étudierons plus loin dans la partie consacrée aux remèdes *secrets* la question de la spécialité à base de substances vénéneuses.

CHAPITRE II

DES QUALITÉS DE L'ORDONNANCE

L'arrêt de 1748 veut que les ordonnances soient datées et signées de leurs auteurs. La loi de germinal ne parle pas de la date ni non plus de la lisibilité des prescriptions des médecins. Or c'est un fait que la plupart de ceux-ci, soit involontairement, soit pour que le client ne puisse se rendre compte de la gravité de son état, ou pour toute autre raison, rédigent leurs ordonnances d'une si mauvaise écriture que souvent le pharmacien, habitué cependant à les déchiffrer ne peut lire certains mots. Il arrivera qu'il prendra quelquefois un mot pour un autre et ce peut être la source de déplorables erreurs.

Aussi la proposition Astier (1899) spécifiait-elle (art. 9) que l'ordonnance devrait être rédigée de façon à pouvoir être exécutée dans toutes les pharmacies, c'est-à-dire de façon lisible.

Visant une pratique particulière, une lettre circulaire du préfet de police, le 25 août 1858, rappelait que l'ordonnance doit indiquer la formule du médicament, et ne pas se contenter de désigner celui-ci par un numéro d'ordre, qui ne révèle rien et n'apporte pas les garanties suffisantes.

Signalons une ordonnance du ministre de l'Intérieur d'Autriche, rendue en 1905 à propos des prescriptions illisibles, par laquelle il est interdit aux pharmaciens de délivrer des médicaments sur le reçu d'ordonnances dont le sens n'est pas absolument sûr et les caractères très marqués. En outre l'ordonnance portera en grosses lettres, afin d'éviter toute confusion, le nom et l'adresse du malade et, si celui-ci ne le veut pas, au moins un signe particulier.

En France des qualités spéciales sont requises des ordonnances qui prescrivent des substances vénéneuses. L'ord. de 1846, art. 5, exigeait que, signée et datée, la prescription énonçât en toutes lettres la dose des toxiques, ainsi que le mode d'administration de ces médicaments. Devant l'habitude qu'avaient beaucoup de médecins de se dispenser de cette précaution, le Bureau de l'Association générale des pharmaciens demanda dans une lettre du 10 décembre 1880 au ministre de l'Agriculture d'y obliger formellement le médecin dans la nouvelle loi en préparation, et d'engager à ce sujet la responsabilité du prescrivait dans une mesure au moins égale à celle qui pèse sur le pharmacien. La situation de celui-ci est rendue d'autant plus embarrassante, en cas d'ordonnance irrégulièrement rédigée, qu'il est moralement obligé de l'exécuter. Il risquerait fort en refusant de perdre ses clients qui, ne comprenant pas ces exigences, se formaliseraient du refus opposé, croiraient à une erreur, etc.

Le ministre, M. Tirard, répondit par une lettre

adressée aux préfets, le 12 mars 1881, dans laquelle il rappelait les prescriptions de la loi de 1845. Cette loi, ne contenant pas de sanctions vis-à-vis des médecins, la circulaire Tirard n'eut aucun effet.

Mais si le médecin n'encourt aucune peine (1), le pharmacien, lui, tombe sous le coup des sanctions données aux dispositions de l'ord. de 1846 par la loi de 1845 : **Toulouse, 17 mai 1902 (2).**

Le pharmacien est seul responsable s'il délivre des substances vénéneuses sur une prescription non conforme à l'article 5 de 1846 (circulaire du 10 nov. 1846). S'il trouve la prescription mal libellée, il doit refuser de l'exécuter. En cas d'exécution il sera répréhensible même s'il ne s'en est pas suivi d'accident. Quand il y a eu accident le médecin peut d'ailleurs, en certains cas, partager la responsabilité du pharmacien. Le médecin est en faute s'il a omis de faire à son client des recommandations spéciales au sujet du mode d'administration d'un produit qui, non toxique par sa nature, peut le devenir par suite de la susceptibilité particulière du malade. Il n'est pas obligé en ce cas de mentionner sa recommandation par écrit sur l'ordonnance : **Trib. de Lyon., 7 déc. 1915 (3).** Le pharmacien, lui, ne peut être inquiété pour avoir exécuté la prescription de ce médecin. C'est à celui-ci qu'il incombe de juger du plus ou moins de

1. En sens contraire cependant : **Trib. Seine, 5 nov. 1901 (La Loi du 9 janv. 1902).**

2. **La Loi du 5 juillet 1902.**

3. **D. 95. 2. 199.**

susceptibilité du client vis-à-vis d'un produit qui n'est pas dangereux en lui-même.

Quant à l'obligation pour le pharmacien de n'exécuter une ordonnance de toxiques que si elle indique en toutes lettres les doses de ces substances (Trib. Seine, 4 fév. 1910) (1), il ne faut pas confondre à ce sujet les formules magistrales et les formules officinales. Pour ces dernières, insérées dans la Pharmacopée, le Codex lui-même les donne en chiffres (pour la liqueur de Van Swieten par exemple). Il ne sera donc obligatoire d'employer la rédaction littérale que pour les formules magistrales. D'autre part, sous le régime antérieur au décret de 1916, beaucoup de substances toxiques ne figuraient pas au tableau de l'ordonnance de 1846 ni à celui du décret du 8 juillet 1850, qui l'avait remplacé, et n'y avaient pas été ajoutées non plus par les décrets spéciaux postérieurs. Le médecin, quand il les prescrivait, agissait-il légalement en n'indiquant pas la dose, et le pharmacien exécutant était-il à l'abri des poursuites ? A cette question posée en 1894 à la Société de Médecine légale, M. Yvon répondait avec raison que le pharmacien était, à son avis, responsable des accidents qui pourraient survenir en ce cas. La loi, en effet, ne lui interdit-elle pas de délivrer des médicaments non-Codex sans une ordonnance détaillée ? D'autre part, il y aurait lieu à poursuite pour vente de remèdes secrets. C'est en ce sens qu'a jugé le

1. *Un. Ph.*, 1910, p. 536.

Trib. de la Seine le 21 juillet 1894 (1) dans un cas où le pharmacien avait exécuté une ordonnance prescrivant *potion au calomel* sans indication de dose.

L'art. 20 du décret de 1916 a reproduit les prescriptions de l'art. 5 de 1846. Le médecin doit dater et signer son ordonnance, y mentionner lisiblement son nom et son adresse, énumérer en toutes lettres les doses des substances toxiques et indiquer le mode d'administration de ces médicaments.

1. *Un. Ph.*, p. 1894, 356.

CHAPITRE III

DE L'AUTHENTICITÉ DES ORDONNANCES

1. — Qui a le droit de prescrire ? La loi de germinal ordonne au pharmacien de suivre les prescriptions « des docteurs en médecine et en chirurgie et des officiers de santé. » L'ordonnance de 1846 fait de plus mention des ordonnances du vétérinaire breveté. Quant au dentiste, elle ne pouvait en parler, ce diplôme n'ayant été créé que par la loi du 30 nov. 1892 sur la médecine. C'est donc à leurs risques et périls que les pharmaciens, avant le décret de 1916, exécutaient les ordonnances signées par les dentistes. Pour les sages-femmes, enfin, les décrets du 23 juin 1873, du 9 juillet 1890 et celui du 15 avril 1909 leur avaient donné le droit de prescrire certains produits limitativement déterminés (seigle ergoté, sublimé corrosif, azotate d'argent). Un pharmacien qui se contenterait d'une ordonnance de sage-femme pour délivrer tout autre produit toxique tomberait sous le coup de la loi : **Trib. de Bauvais, 3 mai 1893 (1)** (délivrance de laudanum sur prescription de sage-

1. Un. Ph., 1893, p. 366.

femme). Le décret de 1916 prévoit un arrêté du ministre de l'Intérieur qui fixera la liste des substances qui pourront être délivrés sur ordonnance de sage-femme. Cet arrêté a été rendu le 22 mai 1917.

2. Des ordonnances fictives. — Voilà donc les personnes qui ont le droit de prescrire. Mais quelle garantie le pharmacien a-t-il que l'ordonnance qu'on lui apporte est bien authentique ? Dans les petites localités il lui sera relativement facile de reconnaître l'écriture et la signature du médecin ; dans les grandes villes ce sera très souvent impossible. N'oublions pas non plus que tout médecin a le droit de prescrire. Dans ces conditions, force est bien au pharmacien de présumer l'authenticité d'une ordonnance qui lui paraîtra bien rédigée. La loi, qui d'un côté entoure de tant de précautions et de restrictions la vente des toxiques, qui exige pour leur délivrance une ordonnance rédigée dans la forme qu'elle précise, n'a rien prévu d'autre part au sujet de l'authenticité de cette ordonnance. Tandis que, dans d'autres domaines, le législateur exige tant de formalités à propos de pièces de peu d'importance, il a omis, dans une matière qui intéresse directement la santé publique, de prendre des précautions d'une élémentaire prudence. Il s'ensuit que le pharmacien, pour qui l'observance des règlements est la source de tracasseries continuelles, ne se sent par ailleurs aucunement protégé par la loi, et que, de ce fait, pèse sur lui une écrasante responsabilité de tous les instants. La jurisprudence s'est montrée de plus très

sévère pour le pharmacien. D'après un jugement du Trib. de la Seine, du 15 nov. 1895 (1), il doit s'assurer quand on lui remet une ordonnance, d'abord que le signataire est bien muni d'un diplôme lui donnant le droit de prescrire, ensuite que cette signature est bien authentique.

Nous avons dit que sur aucun de ces deux points le pharmacien n'a, en général, le moindre moyen de contrôle. Il lui faudrait connaître les noms de tous les médecins de France, leur écriture et leur signature. Enfin la loi ne fait aucune obligation au médecin de signer lisiblement sa prescription, et ne réglemente pas sur ce point la forme de l'ordonnance qui peut être rédigée sur n'importe quel papier libre. Le jugement de la Seine que nous avons cité plus haut déclare que le pharmacien est tenu de vérifier l'ordonnance en interrogeant le client sur le nom du médecin et de contrôler les déclarations qu'il a ainsi obtenues, « à l'aide des annuaires des tableaux officiels ou tout autrement » ! La rédaction de ce jugement, avoué de la difficulté de la situation du pharmacien, laisse à celui-ci le soin de prendre ses mesures, mesures que le jugement lui-même n'agarde d'énumérer. C'est pour le pharmacien la plus lourde des responsabilités car on pourra ainsi toujours lui reprocher de ne pas avoir employé tel ou tel moyen pour se rendre compte de l'authenticité de l'ordonnance.

A mon avis, il est impossible en l'état actuel de la

1. D. 96. 2. 16.

1895, 15 nov. 1895.

législation, état auquel la loi du 5 juillet 1916 n'apporte qu'un léger correctif consistant en des mesures purement répressives vis-à-vis des auteurs ordonnances fictives, il est impossible, dis-je, d'incriminer le pharmacien qui a exécuté une ordonnance régulièrement rédigée. Le plus souvent aucun indice ne l'amène à douter de l'authenticité de la prescription et l'on ne peut vraiment l'obliger à vérifier la qualité du signataire de toute ordonnance qui lui sera présentée ! Rien n'est plus facile à un faussaire, qui veut se faire délivrer des substances qu'un médecin se refuserait à lui prescrire, que de donner à une ordonnance toutes les apparences de régularité, en se servant par exemple d'un papier à en-tête portant le nom d'un médecin imaginaire ou même d'un médecin étranger à la localité où réside le pharmacien. Celui-ci cependant sera responsable, en cas d'accident, et on lui reprochera de n'avoir pas pris suffisamment de précautions. En ce sens : **Paris, 27 janvier 1912 (1) ; Trib. Seine, 22 mai 1913 (1).**

Quels moyens de contrôle efficace peut-on proposer pour mettre fin à cet état de choses qui non seulement pèse sur le pharmacien, mais de plus offre le moyen à des morphinomanes invétérés, par exemple, de tourner toutes les prohibitions et les restrictions édictées par la législation récente en vue de mettre un terme à l'abus des stupéfiants ?

Dès 1886, la Société de Médecine légale s'étant

1. *Un. Ph.*, 1912, p. 91.

2. *Un. Ph.*, 1913, p. 271.

occupée de la question, une commission fut nommée, dont le rapport fut présenté par M. Horteloup. Examinant, comme nous l'avons fait, la situation du pharmacien vis-à-vis d'une ordonnance fictive, la commission conclut qu'il faut considérer le pharmacien comme étant à l'abri de toute poursuite criminelle, comme de toute action en responsabilité civile, quand il a pris toutes les précautions que sa prudence et son expérience professionnelle pouvaient lui suggérer. La Société de Médecine légale, en outre, a émis le vœu qu'une loi oblige le médecin à opposer sur ses ordonnances de toxiques un timbre mobile portant son nom, son titre et son adresse. Le pharmacien devrait refuser toute ordonnance non revêtue de ce timbre. C'est la même idée qu'a adoptée en 1907, sur le rapport de M. Péan, la Commission de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine.

Le Dr Savarel proposait en 1898 un papier timbré spécial. Ainsi le faussaire tomberait directement sous le coup de la loi qui punit sévèrement la contrefaçon du papier timbré. Le papier timbré, comme le timbre mobile (celui-ci, cependant, moins encombrant), aurait comme inconvénient de constituer encore un impôt nouveau.

Quant au cachet spécial dont, selon l'idée de MM. Desesquelle et Honorat, le médecin revêtirait obligatoirement toutes ses ordonnances, il ne me semble guère donner plus de garanties que le simple papier à en-tête imprimée dont se servent actuelle-

ment la plupart des médecins. Il sera toujours facile de se procurer un cachet contrefait.

Il a été question également d'obliger le pharmacien à consulter, lors de la réception d'une ordonnance, un Annuaire médical, édité par l'Académie de médecine, qui contiendrait avec les noms de tous les médecins de France le fac-similé de leur signature. L'illisibilité de la plupart des signatures des médecins rend cette idée absolument impraticable.

M. Colly a demandé dans sa proposition de loi sur les stupéfiants, déposée à la Chambre en 1911, que l'on oblige le médecin à faire usage, dans les ordonnances de toxiques, de papier à en-tête, avec signature lisible et légalisée.

Le Syndicat médical de Paris se déclarait en 1913 pour l'adoption d'un cachet portant, en même temps que l'adresse du médecin, le numéro d'enregistrement de son diplôme. A mon sens, le moyen le plus efficace de garantie d'authenticité serait d'obliger le médecin à se servir, pour la rédaction de ses ordonnances, d'un carnet à souches. Ce carnet d'un modèle officiel, serait mis à la disposition des médecins par les Facultés de médecine de chaque ressort, où le médecin, sur présentation de son diplôme, pourrait s'en faire délivrer autant qu'il en voudrait. Le prix n'en serait guère plus élevé que celui du papier actuel à en-tête imprimée. La présentation au pharmacien d'une feuille détachée de ce carnet serait la garantie que l'ordonnance n'a pu être rédigée que par un médecin régulièrement diplômé, à moins de vol d'un

carnet, hypothèse beaucoup plus difficile à réaliser que celle de la contre-façon d'un cachet quelconque. En tous cas, le pharmacien se trouverait à couvert par la simple exigence d'une ordonnance sur *papier médical*.

Il est à noter que dès 1893 le gouvernement de la Basse-Autriche ordonnait à tout médecin pratiquant de déposer entre les mains du président de l'Association pharmaceutique de Vienne, un fac-similé de sa signature.

En France la loi du 12 juillet 1916 sur les substances vénéneuses est venue punir de sanctions sévères les auteurs de fausses ordonnances. Avant cette loi, il y avait sur ce point une véritable lacune dans la législation. Seule était possible contre les signataires d'une fausse ordonnance une poursuite pour exercice illégale de la médecine, et combien illusoire ! La nouvelle loi, dans son article 3, applique à tous ceux qui, au moyen d'ordonnances fictives, se serait fait délivrer ou aurait tenté de se faire délivrer des stupéfiants, les peines de trois mois à deux ans de prison et 1.000 à 10.000 francs, ou à une de ces deux peines seulement.

Visant les pharmaciens, le même article applique ces sanctions à ceux qui, sciemment, auraient sur la présentation d'ordonnances fictives, délivré des stupéfiants.

Le Tribunal de la Seine a fait application de l'article 3 le 9 mars 1917 (1), à une personne qui

1. *Un. Ph.*, 1917, p. 130.

avait tenté de se faire délivrer de la morphine à l'aide d'une fausse ordonnance.

Signalons enfin une lettre du préfet de police, adressée le 23 juillet 1917, au président de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine, rappelant le devoir du pharmacien de s'abstenir d'exécuter une ordonnance dont l'authenticité paraît douteuse et dont la rédaction n'est pas conforme aux règles établies. Je ne crois pas qu'en ces conditions un pharmacien se risque souvent à exécuter l'ordonnance, et au cas où il le ferait, il est indubitable qu'il doit tomber sous le coup de la loi. Le cas qui nous intéresse au contraire est celui du pharmacien qui, n'ayant pas de raison de douter de l'authenticité d'une prescription, ni le moyen de la vérifier, se voit cependant arbitrairement puni, sous le régime chaotique des lois actuelles sur la pharmacie. En 1913, la Commission de l'Académie de médecine, chargée d'établir le projet de décret sur les substances vénéneuses, avait proposé d'ajouter à l'article 17 la disposition suivante : « Toute prescription devra être libellée sur papier portant imprimées toutes indications utiles pour en attester l'authenticité ». L'Académie rejeta cette addition, jugeant que cette obligation ne pouvait être imposée au médecin. Remarquons seulement qu'on n'a pas eu la même sollicitude pour le pharmacien, pour qui le décret de 1916 est une nouvelle source de soucis et de complications.

CHAPITRE IV

DE LA VENTE DE MÉDICAMENTS SANS ORDONNANCE

Nous avons vu qu'en principe, d'après les termes de l'article 32 de la loi de germinal, le pharmacien ne peut délivrer sans ordonnance aucun remède composé. En raison des difficultés de toutes sortes qu'entraînerait la stricte observation de cette disposition, la jurisprudence, depuis longtemps, ne maintient cette obligation que pour les médicaments toxiques, et les parquets n'interviennent au sujet des autres remèdes que quand il y a eu accident.

Au cas où un accident est survenu à la suite de la délivrance d'un remède officinal, simple et non toxique, ce pharmacien ne pourra être inquiété que s'il y a eu fraude de sa part, soit qu'on puisse lui reprocher une imprudence, soit qu'il ait été simplement négligent, par exemple en ne donnant pas à son client les indications voulues au sujet du mode d'administration du médicament. En ce cas seulement sera engagée sa double responsabilité : **Trib. Seine, 13 juillet 1893 (1)**. Si le pharmacien, au contraire,

1. *Un. Ph.*, 1893. p. 461.

a délivré, sans exiger une ordonnance, un remède composé, et qu'il s'en soit suivi un accident, il y aura contravention aux règles de l'article 32 : **Trib. de Saint-Etienne, 10 oct. 1863 (1) ; Cass., 8 fév. 1867 (2) ; Cass., 19 mars 1903 (3).** A notre avis, comme nous admettons, conformément à ces décisions, la non-abrogation, sur ce point, de l'arrêt de 1748, et l'application des sanctions qu'il édicte aux dispositions de l'article 32, il n'est pas besoin de chercher ailleurs un autre moyen de poursuites.

On a voulu voir cependant, dans le fait pour le pharmacien de délivrer un remède composé sans ordonnance, une immixtion illégale dans l'exercice de la médecine. Il faut rejeter absolument ce point de vue, il manque en effet à notre cas un élément essentiel à la constitution du délit d'exercice illégal de la médecine : *l'habitude*. D'après l'article 16 de la loi du 30 novembre 1892, en effet, se rend coupable d'exercice illégal de cette profession celui qui prend part *habituellement ou par une direction suivie, au traitement des maladies*. Le pharmacien qui accidentellement donne un conseil à un malade, ou qui débite un remède sans ordonnance, ne relève donc pas des lois sur la médecine. C'est la loi de germinal sur la police de la pharmacie qui doit être appliquée. En ce sens : **Paris, 13 nov. 1897 (4).** Il n'y

1. *Un. Ph.*, 1864, p. 61.

2. *Un. Ph.*, 1867, p. 62.

3. *Un. Ph.*, 1903, p. 210.

4. *Un. Ph.*, 1898, p. 328.

a contravention à la loi de 1892 qu'en cas de continuité du délit : **Cass.**, 5 fév. 1903 (1); **Rennes**, du 21 janv. 1914 (2) (infirmant un jugement du **Trib. d'Ancenis** du 17 oct. 1913 (3). Au contraire, sur le chef de l'inobservation de l'article 32 de la loi de germinal viendra se greffer l'inculpation de coups et blessures par imprudence, et au cas d'issue fatale, d'homicide par imprudence (art. 319 et 320 du C. Pénal) : **Trib. de Grenoble**, 27 août 1884 (4); **Trib. Seine**, 1^{er} juin 1885 (5). La responsabilité du pharmacien sera présumée civilement et ce sera à lui de prouver pour la dégager qu'il n'y a pas de relation de cause à effet entre la délivrance du produit et l'accident survenu.

Au cas de délivrance de toxiques viendra s'ajouter la contravention aux lois sur les substances vénéneuses. Signalons particulièrement un jugement du **Trib. de la Seine** du 30 oct. 1916 (6) qui, appliquant pour la première fois la loi de 1916, a condamné un pharmacien pour vente sans ordonnance de 15 centigrammes de morphine à un mois de prison, 1.000 francs d'amende et à la fermeture de l'officine pendant le temps de l'emprisonnement. Doit-on considérer comme vente de toxiques sans ordonnance régulière la vente de tout produit dans la

1. *Un. Ph.*, 1904, p. 169.

2. *Ann. jur. ph.*, 1914, p. 65.

3. *Un. Ph.*, 1914, p. 238.

4. *Un. Ph.*, 1884, p. 491.

5. *Un. Ph.*, 1885, p. 270.

6. *Un. Ph.*, 1916, p. 553.

composition duquel entre à une dose quelconque une substance visée par les dispositions sur les substances vénéneuses. Le **Trib. de la Seine**, le **24 janv. 1910** (1), admet le droit pour les tribunaux d'apprécier, dans chaque espèce, si la quantité de produit toxique, rentrant dans une composition, est suffisante pour motiver l'application des lois spéciales sur les poisons.

Le décret de 1916, article 29, prévoit qu'un arrêté du ministre de l'Intérieur, inséré au Codex, indiquera les doses à partir desquelles la présence de chaque toxique dans une préparation déterminera le caractère vénéneux de cette composition.

Examinons maintenant le cas où le pharmacien en cas d'urgence, et sans attendre l'ordonnance d'un médecin, débite un produit dont la délivrance nécessite une ordonnance. Peut-on faire grief au pharmacien, d'avoir ainsi agi par humanité et dans le but de sauver un malade, dont l'état grave réclame des soins immédiats ? Y a-t-il ici, en d'autres termes, cas de *force majeure*, dans lequel les prohibitions édictées par les lois et règlements cessent d'être applicables ? Oui, a répondu, un jugement de la **Seine du 4 déc. 1879**, confirmé par la Cour de Paris (affaire Gauthier). Un pharmacien avait délivré sans attendre la venue du médecin, une potion calmante pour un enfant dont la gravité de l'état nécessitait une médi-

1. *Un. Ph.*, 1911, p. 70.

2. *Bull. commercial de la Pharmacie centrale de France*, 1880, p. 45.

cation immédiate, l'enfant mourut, le pharmacien fut acquitté. Adoptant cette jurisprudence la **Cour de Rouen en avril 1880**, (1) relaxa un pharmacien condamné par le Trib. du Havre pour avoir délivré une potion contenant de l'émétique en cas d'urgence pour un enfant atteint de croup. L'enfant fut d'ailleurs sauvé. Le médecin était absent, et en ces conditions la Cour admit le cas de force majeure. En ce sens encore, **Trib. de Mamers, 10 fév. 1897** (2). Mais un pharmacien ne saurait s'autoriser de l'absence et de l'empêchement des médecins d'une localité pour prescrire un traitement complet alors d'ailleurs qu'il n'y a pas nécessité actuelle : **Cass. 25 mars 1876** (3).

1. *Un. Ph.*, 1880, p. 45.

2. *Un. Ph.*, 1897, p. 116.

3. *Dall. suppl.* V. Médecine, n° 29.

CHAPITRE V

DE LA CONFORMITÉ A L'ORDONNANCE

Le pharmacien, à qui est présentée une ordonnance, ne peut s'écarter, dans son exécution, des formules données par le médecin. Aucune modification dans la composition des médicaments, à plus forte raison aucune substitution d'un produit à un autre, ne lui est permise. L'article 32 de la loi de germinal ordonne au pharmacien de ne débiter des médicaments que *d'après la prescription*. Ce texte est donc suffisamment explicite et enjoint au pharmacien de suivre strictement les termes de l'ordonnance médicale. Au cas où le pharmacien trouverait celle-ci mal rédigée ou y découvrirait une erreur, il doit s'abstenir de l'exécuter, ou en référer au médecin, mais une modification de sa propre autorité engagerait directement sa responsabilité.

La jurisprudence, dans plusieurs décisions, a vu dans la modification de l'ordonnance par le pharmacien un exercice illégal de la médecine. En ce sens : **Paris, 26 mars 1870 (1).** (Condamnation de ce

1. S. 70. 2. 183.

chef d'un pharmacien qui, à la formule du médecin ainsi libellée *sucré, q. s* (1) avait substitué les mots « sirop de sucre, 60 gr.) : **Trib. Seine, 15 déc. 1893** (2) confirmé par la Cour de Paris en 1894. Cette opinion que M. Javillier fait sienne (3) me paraît absolument antijuridique. Le Répertoire de M. Fuzier-Hermann (4) la rejette pour la raison que, dans la modification de l'ordonnance par le pharmacien, il y a uniquement une contravention aux lois sur la pharmacie : **Paris, 23 nov. 1894** (5). Le cas se résout à celui d'une vente d'un médicament (celui substitué), sans qu'il soit prescrit, au moins à la dose délivrée, par une ordonnance ; il n'y a pas là, nous l'avons dit dans le chapitre précédent, contravention aux lois sur la médecine. La réitération des actes illégaux est d'ailleurs ici comme dans le cas de défaut d'ordonnance absolument nécessaire à la constitution du délit d'exercice illégal de la médecine. D'autre part, il y aura lieu d'appliquer la loi de 1905 sur les fraudes, au pharmacien qui modifie, de lui-même, la prescription du médecin, et soit qu'il change la dose d'une substance, soit qu'il omette dans une composition un produit, ou qu'enfin il substitue un autre médicament à celui ordonné : aux termes de la loi du 1^{er} août 1905 il y aura trom-

1. « *quantité suffisante* ».

2. *Un. ph.*, 1894, p. 551.

3. Thèse précitée, p. 72, note.

4. *Rep. V. Pharmacie*, n° 188.

5. *S.* 96. 2. 9.

perie sur la nature de la marchandise vendue : **Trib. Seine, 28 oct. 1908** (1); même juridiction : **20 juillet 1909** (2). En ce dernier cas le pharmacien ayant prétendu ne pas s'être conformé à l'ordonnance parce que celle-ci n'était pas exécutable sans modification, le tribunal, loin d'admettre cette excuse, y voit au contraire *une aggravation de la faute commise par le pharmacien, car si on l'admettait, elle deviendrait un danger public*. Un jugement de la **Seine du 17 février 1899** (3) condamnait déjà un pharmacien qui avait substitué des produits à ceux prescrits, non seulement en vertu de l'article 32 de la loi de germinal, sanctionné par les peines de l'arrêt de 1748, mais encore en vertu de l'article 423 du Code pénal.

Nous avons dit que si le pharmacien relève une erreur dans la rédaction de l'ordonnance il doit s'abstenir de l'exécuter. Nous étudierons plus loin l'étendue de sa responsabilité en cas d'exécution d'ordonnance mal rédigée, ou contenant une erreur. Pour le moment, signalons qu'au cas où il s'aperçoit qu'une ordonnance contient un médicament formulé à dose toxique, et qu'il ne puisse en référer immédiatement au médecin, d'autre part l'état du client réclamant une médication immédiate, le pharmacien ne devra donner que la dose maximum inscrite dans la formule, et ne pas la dépasser, prévenant de

1. *Annales de Jurisp. pharm.*, 1901, p. 81.

2. *Ann. de Jurisp. pharm.*, 1909, p. 81.

3. *Le Droit*, du 18 fév. 1899.

cette modification le médecin dès qu'il le pourra. La dernière édition du Codex contient en effet en annexe une liste des doses maxima, pouvant être administrées en vingt-quatre heures, pour un certain nombre de médicaments. Cette liste est une innovation introduite dans le Codex, sur la demande de nombreux rapports, et en particulier sur celle adressée au ministre de l'Instruction publique par l'Association générale des Pharmaciens. Ces doses ne sont indiquées qu'à titre de renseignement. Leurs chiffres représentent le maximum de la dose thérapeutique usuelle, dit le Codex, et rien n'empêche le médecin d'inscrire sur son ordonnance des formules qui lui sont personnelles. La liste du formulaire est donnée comme une recommandation et les tribunaux ne doivent pas y voir une disposition impérative.

CHAPITRE VI

DE LA RESPONSABILITÉ DU PHARMACIEN DANS L'EXÉCUTION DES ORDONNANCES

1. Exécution d'une ordonnance dangereuse. — Le pharmacien, à qui une ordonnance semble insolite ou dangereuse, n'a donc pas le droit de la modifier. Il doit en référer au médecin, à qui il fera remarquer son erreur ou son imprudence (**Trib. de Lectoure, 5 avril 1895**) (1), ou encore, il peut se refuser à exécuter la prescription (**Trib. Seine, 20 juillet 1881**) (2). Le médecin pourrait poursuivre le pharmacien au cas seulement où celui-ci critiquerait son ordonnance, et lui causerait du tort en faisant par des insinuations douter de sa science pour détourner les clients : **Trib. Seine, 7 nov. 1913** (3). Au cas où un accident survient à la suite de l'exécution d'une ordonnance dangereuse, le pharmacien pourra être poursuivi en vertu des art. 319 et 320 du C. pénal. On a prétendu que

1. *Gaz. Trib.*, du 30 août 1895.

2. *Gaz. Trib.*, du 3 sept. 1881.

3. *Un. Ph.*, 1914, p. 22.

ces textes, visant les blessures, résultant des contraventions aux règlements, ne sauraient être appliqués à notre cas. Je crois au contraire, que les faits de pratique pharmaceutique rentrent dans le cadre des imprudences et négligences dont parle l'art. 319. Les mots de « blessures » et d' « homicide », employés par le Code, s'entendent d'autre part de toute lésion, interne ou externe. On ne peut chercher une sanction à notre matière dans l'art. 317, al. 4, du C. pénal, qui punit bien l'empoisonnement, mais seulement d'empoisonnement volontaire.

Il faut d'ailleurs que la maladie ou la mort soit la conséquence directe de l'imprudence du pharmacien. Cependant un jugement du tribunal de Beauvais, du 3 mai 1893, à notre avis trop arbitraire, a condamné (à 10 francs d'amende) le pharmacien à qui on ne pouvait reprocher aucune négligence. Il s'agissait de la mort d'un enfant à qui sa grand'mère avait fait boire du laudanum, croyant lui donner du café.

La jurisprudence s'est montrée particulièrement sévère dans l'appréciation de la faute du pharmacien, et a admis pour celui-ci une aggravation de responsabilité en raison de son monopole et de ses connaissances spéciales. M. Laly critique avec raison cette opinion de la Jurisprudence. Comme lui je ne crois pas qu'on puisse inquiéter un pharmacien qui a exécuté une ordonnance prescrivant sans autre indication un médicament, inoffensif en lui-même, mais dangereux parce que non approprié à l'état du

malade. Par contre, le pharmacien partagera sans aucun doute la responsabilité du médecin au cas où l'accident est la conséquence d'une erreur de chimie du médecin, erreur qu'il aurait dû apercevoir. De même, au cas d'une dose exagérée, par suite d'erreur matérielle du médecin. En ce sens : **Trib. Seine, 21 avril 1904 (1)**, l'oubli du médecin de mentionner la dose est assimilée à une erreur : **Trib. Seine, 21 juillet 1894 (2)**.

Comme sa responsabilité pénale, la responsabilité civile du pharmacien sera engagée dans tous les cas où il y a relation de cause d'effet entre la négligence du pharmacien et l'accident, mais en ce cas seulement. La loi de germinal n'a pas établi de responsabilité spéciale dans l'exercice de la pharmacie. Il y a lieu d'appliquer ici le droit commun en matière de dommages-intérêts (art. 1382. C. civil). De plus, dans certains cas l'on pourra aussi considérer la responsabilité du pharmacien comme résultant du contrat formé entre le client et lui (art. 1137. C. civil).

2. Cas d'erreur du pharmacien. — Le pharmacien, qui se trompe dans l'exécution d'une ordonnance, tombe, comme en cas d'exécution d'une ordonnance défectueuse, sous le coup des art. 319 et 320 du C. pénal, et au point de vue de la responsabilité civile, de l'art. 1382, C. civil. Nous avons étudié plus haut la responsabilité pénale et civile du fait de ses employés.

1. *Concours médical*, 1904, p. 653.

2. *Science médicale*, du 21 fév. 1894.

CHAPITRE VII

DU RENOUVELLEMENT DES ORDONNANCES

Le pharmacien a-t-il le droit de renouveler une ordonnance, et particulièrement une prescription de toxiques ? Cette question a donné lieu à de nombreuses discussions, surtout lors de la préparation du récent décret sur les substances vénéneuses. Avant le décret du 14 septembre 1916 le pharmacien se trouvait à ce sujet dans une situation très délicate qu'aucun texte ne s'était occupé de régler. Tout au plus pourrait-on trouver une indication en faveur du non-renouvellement, mais non une disposition impérative, comme le voudrait M. Dupuy et après lui M. Laly, dans l'article 6 de l'ordonnance de 1846, qui exigeait que les prescriptions fussent datées. Peut-on dire vraiment que cela excluait la possibilité de renouvellement ? Je ne le crois pas, la date de la prescription dans les esprits des auteurs de l'ordonnance était nécessaire en cas d'accident, pour faciliter les recherches et établir les responsabilités. Il est peu probable que l'on ait voulu régler par l'obligation de cette formalité la question du renouvelle-

ment, qui, en 1846, présentait beaucoup moins d'intérêt que dans ces dernières années où elle a pris une importance de premier plan devant l'abus croissant des stupéfiants.

La jurisprudence cependant a souvent décidé dans le sens de l'opinion émise par M. Dupuy. Entre autres, un jugement du Trib. de la Seine, du 2 mai 1883 (1), confirmé par la Cour de Paris, 12 juillet 1883 (2), a condamné en application de l'ordonnance de 1846, un pharmacien pour délivrance réitérée de morphine sans autorisation du médecin prescrivait.

Dans le même sens: Toulouse, 17 mai 1902 (3). Presque toujours le pharmacien était condamné, les tribunaux considérant la délivrance réitérée sans ordonnance nouvelle comme un défaut d'ordonnance: Trib. Seine, 29 nov. 1910 (4), 17 juillet 1913 (5) et 12 juin 1914 (6). En sens contraire cependant, le Tribunal de Mamers dans le jugement du 10 février 1897, que nous avons déjà cité, a refusé de considérer le renouvellement sans nouvelle ordonnance comme la délivrance sans ordonnance, que punit la loi de germinal. Quoi qu'il en soit, cette simple formalité de la date ne pouvait plus suffire à régler le statut de l'ordonnance au

1. *Un. Ph.*, 1883, p. 230.

2. *Id.*, 1883, p. 344.

3. *La Loi* du 5 juillet 1902.

4. *Un. Ph.*, 1911, p. 106.

5. *Id.*, 1913, p. 443.

6. *Id.*, 1914, p. 293.

point de vue du non-renouvellement. Si en effet il est dangereux de renouveler sans contrôle une ordonnance quelconque, et de permettre ainsi à une personne de se procurer, petit à petit, des doses importantes de stupéfiants, il est impossible par contre d'obliger le client pour toute délivrance de toxiques à aller demander une nouvelle ordonnance au médecin, chaque fois qu'il a épuisé la dose prescrite qui lui a été délivrée la première fois.

On a donc proposé de nombreux systèmes intermédiaires. Dès 1884, la Société de Médecine légale sur le rapport de M. Mayet émettait un vœu d'après lequel le médecin devrait inscrire sur l'ordonnance pour combien de fois au maximum l'ordonnance pourrait être exécutée sans un nouveau visa. Cette formalité serait obligatoire dans tous les cas où il s'agirait de produits susceptibles d'amener des accidents, soit par erreur, soit par abus. Le pharmacien apposerait à chaque renouvellement de l'ordonnance un nouveau cachet. Les solutions pour injections hypodermiques, enfin, ne seraient en aucun cas renouvelables sans autorisation spéciale du médecin. En 1890, M. Lockroy demandait qu'une liste fût annexée au Codex des médicaments dont la délivrance devrait s'accompagner chaque fois d'une nouvelle ordonnance. Pour tous les autres produits le renouvellement resterait admis. La proposition Astier (1899) reproduisait cette disposition. M. Mille, dans son rapport présenté à la Chambre, au nom de la Commission d'Hygiène publique, sur les proposi-

tions Chautemps, Leboucq et Colly, en 1913, demanda que le renouvellement ne soit permis qu'en cas d'indication précise du médecin à ce sujet. Le médecin apposerait sur son ordonnance autant de timbres mobiles qu'il désirerait de renouvellements.

La Commission de l'Académie de médecine, chargée d'examiner le projet de décret sur les substances vénéneuses, avait d'abord admis, le 15 juillet 1913 le droit, proclamé par le projet du gouvernement, pour le pharmacien de renouveler l'ordonnance prescrivant des produits du tableau A, à moins d'indication contraire du médecin. C'est à mon avis le système le plus rationnel et le plus pratiqué. D'autre part, l'exemple de l'inapplication de plusieurs des dispositions de l'article 32 de la loi de germinal, est là pour montrer à quel résultat aboutit, en pharmacie une législation trop rigoureuse. Ce texte libéral, soutenu par M. Bourquelot, et conforme à l'opinion émise par le Conseil supérieur d'Hygiène, souleva les protestations des syndicats médicaux, qui y voyaient une atteinte à la responsabilité médicale. C'est le pharmacien qui, disait à l'Académie le Dr Fernet, se faisant l'écho de ces protestations, « en renouvelant l'ordonnance de son plein gré, sur simple demande de tel ou tel, usurpe la responsabilité du médecin. » D'après les syndicats médicaux, le pharmacien sort des limites de sa profession en réitérant sans autorisation une délivrance de produits, et c'est d'autant plus dangereux que l'utilité d'un produit pour le même malade varie selon les

moments. M. Mosny, appelant plus loin encore, qualifie le renouvellement de *non-sens*. Je crois, pour ma part, qu'il est inexact de dire que le pharmacien, en renouvelant sans autorisation du médecin, fait de l'exercice illégal de la médecine. Ce faisant il ne donne pas de conseil, n'ordonne pas de traitement, il se borne à suivre les prescriptions tracées par le médecin lui-même. Libre à celui-ci s'il le juge nécessaire, de notifier expressément l'interdiction de renouvellement ?

D'accord avec notre point de vue un Syndicat médical ayant poursuivi un pharmacien pour renouvellement non autorisé, se vit débouté par un jugement du Trib. de Compiègne, du 14 mars 1911 (1), qui déclara qu'il n'y avait pas là exercice de la médecine.

Cependant la Commission de l'Académie se rendant aux raisons des syndicats médicaux fit adopter le 28 octobre 1913 une nouvelle rédaction de son article 19, interdisant au contraire tout renouvellement d'ordonnance toxique sauf autorisation expresse du médecin.

Ce changement d'opinion amena à son tour les protestations des syndicats pharmaceutiques. La Commission, se déjugant à nouveau, voulut rétablir le 25 novembre la rédaction primitive laissant au médecin la liberté d'apprécier l'opportunité du non-renouvellement, mais sur le rapport contraire de

1. La Loi, du 16 mars 1911.

M. Lucet, l'Académie décida de maintenir le texte proposé par les syndicats médicaux. Le décret promulgué le 14 septembre 1916, a admis un système intermédiaire. Comme le dit le rapport présenté par les ministres compétents au Président de la République, le principe du décret est le suivant : Interdiction de renouvellement de toutes les préparations d'une toxicité élevée, et au contraire autorisation de renouvellement pour les médicaments d'usage externe ; pour ceux destinés à l'usage interne, le renouvellement sera permis quand la substance vénéneuse y est amenée par la dilution à une dose telle que sa toxicité devient à peu près nulle. Le médecin d'ailleurs conserve les droits les plus complets à ce sujet.

L'article 21 du décret défend d'abord le renouvellement des prescriptions pour lesquelles le médecin en mentionne l'interdiction. D'autre part il faut une autorisation expresse pour les renouvellements des ordonnances prescrivant des substances du tableau A, soit en nature, soit sous forme de solution pour injections sous-cutanées. De même pour celles destinées à être absorbées par la voie stomacale, à une dose supérieure à la dose maximum du Codex, et pour certaines substances énumérées par le décret (1) à n'importe quelle dose.

Sera permis par contre, le renouvellement, des ordonnances prescrivant, en nature et à dose n'excé-

1. Les cyanures de potassium, l'aconitine ou ses sels, la digitale, la strophantine, la vératine ou ses sels,

dant pas 5 grammes, le laudanum et la teinture de noix vomique si le médecin n'y a pas mentionné l'interdiction de renouvellement.

Un arrêté du ministre de l'Intérieur, annexé au Codex, fixera à partir de quelles doses trop faibles les substances du tableau A, ne seront plus soumises à cette réglementation.

Le décret est encore plus sévère pour les stupéfiants (classés au tableau B). Ici l'interdiction de renouvellement est formelle, indépendamment de toute mention du médecin, pour toute prescription en nature ou sous forme de solutions destinées à des injections sous-cutanées (art. 38). Le même régime est appliqué : « aux ordonnances prescrivant des poudres composées à base de cocaïne ou de ses sels et de ses dérivés et renfermant ces substances dans une proportion égale ou supérieure à un centième, ainsi qu'aux ordonnances prescrivant des préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale et contenant à une dose quelconque, des substances du tableau B ». Pour ces dernières seulement le renouvellement est admis au-dessus de certaines doses (1).

Enfin une disposition particulièrement intéressante interdit aux médecins de rédiger, et aux pharmaciens de prescrire des stupéfiants, pour une période de plus de *sept jours* (art. 39) « lorsque la composi-

1. Pas plus de 12 centigrammes d'extrait d'opium, 3 centigrammes de chlorhydrates de morphine, de diacétylmorphine ou de cocaïne.

tion des préparations prescrites correspond aux conditions d'interdiction édictées par l'article 38 », et que nous venons de retracer.

Que penser de ce nouveau statut des toxiques et particulièrement des stupéfiants ? Je crois, pour ma part, qu'il apporte au pharmacien un surcroît de responsabilité, et s'il lui donne des précisions il n'améliore guère la situation délicate du pharmacien. Celui-ci sera pris entre la défiance et les protestations du public, mécontent de son refus de renouveler autant que de voir payer au médecin de nouvelles ordonnances, et d'autre part l'accoutumance des médecins qui oublient souvent de donner au pharmacien les indications voulues. Enfin, bien appliqué, le décret pourrait atteindre son but, qui est surtout de lutter contre l'abus des stupéfiants, mais pour cela, il faudrait exiger de l'ordonnance d'autres garanties d'authenticité que celles dont on se contente actuellement. Or, nous l'avons vu, le décret n'apporte pas d'amélioration à ce sujet. Une loi nouvelle et un nouveau décret sont venus s'ajouter à la collection des dispositions législatives qui s'accumulent depuis un siècle en matière pharmaceutique. Cela ne suffit pas, ce qu'il faut c'est abattre tout l'édifice vétuste et hétéroclite, et mettre à la place de cette collection de lois qui chevauchent et se contredisent si souvent une loi nouvelle, statutaire, qui règle toutes les faces de la question pharmaceutique.

CHAPITRE VIII

PROPRIÉTÉ DE L'ORDONNANCE. TRANSCRIPTION

1. — A qui appartient l'ordonnance ? — Que l'ordonnance soit renouvelable ou non par la suite le pharmacien après l'avoir exécutée, doit-il la rendre au client en même temps qu'il lui délivre la préparation prescrite ? On a soutenu que le pharmacien, en rendant ainsi l'ordonnance du médecin, se démunissait du seul moyen de preuve dont il puisse se servir, en cas d'accident, pour dégager sa responsabilité. Le malade ou son entourage seront, en effet, souvent portés à attribuer à une erreur du pharmacien une disposition ressentie à la suite de l'ingestion d'un médicament. Il sera bon que le pharmacien puisse efficacement se défendre contre ces accusations. L'ordonnance constituera à ce sujet le meilleur moyen de preuve de la stricte exécution d'une prescription régulière. Vis-à-vis du médecin la possession de cette pièce pourra n'être pas toujours inutile non plus. Aussi a-t-on soutenu que l'ordonnance rédigée, par le médecin à l'usage du pharmacien, pouvait après son exécution être conservée par celui-ci qui a grand intérêt à la garder. La loi de

germinal ne parle pas de la propriété de l'ordonnance, avant le décret de 1916 sur les substances vénéneuses un seul texte s'occupait de la question, semblant d'ailleurs donner raison aux partisans du droit de propriété du malade sur l'ordonnance. C'était l'art. 6, de l'ordonnance de 1846, qui par les termes : « les pharmaciens ne rendront les prescriptions que revêtues de leur cachet..... », pouvait être interprété dans ce sens, que le pharmacien *devait* rendre l'ordonnance au client, la transcription sur leur registre leur servant de garantie, ce livre faisant foi en justice. C'est l'opinion émise par la Société de médecine légale en 1883. On s'est demandé s'il n'était pas plus rationnel que ce soit le pharmacien qui conserve l'original tout en délivrant au client une copie certifiée conforme. La proposition Lockroy, dans son art. 16, admettait implicitement le droit pour le pharmacien de conserver, s'il le désirait, l'original de toute ordonnance prescrivant des toxiques. La proposition Astier était conçue dans le même esprit.

Au Congrès des Pharmaciens de France en 1898, M. Collard demanda que l'ordonnance, fût dans tous les cas, conservée par le pharmacien, pour les raisons que nous avons expliquées. et qui nous semblent valoir largement celles qu'on a données pour légitimer la remise de la prescription au client. Je ne crois pas que le médecin soit intéressé comme on l'a dit, et particulier en 1883, un jugement du juge de paix de Saint-Germain-en-Laye (1), à ce que le malade

1. A. Un. Ph., 1883, p. 420.

conserve l'ordonnance, afin que le docteur puisse se rendre compte de l'effet de la médication qu'il a prescrite. M. Galletand (1) a proposé dans ce but, un système qui, tout en ayant les mêmes avantages, ne présente pas le même inconvénient. Chaque médecin aurait un carnet d'ordonnances, entre les feuilles duquel il y aurait un papier à décalquer. De cette façon une copie authentique de l'ordonnance pourrait être remise au pharmacien, le médecin conservant l'original.

M. Collard (2) signale le fait d'un médecin qui a nié être l'auteur d'une ordonnance. C'est exceptionnel, il est vrai, mais le pharmacien a absolument besoin de l'ordonnance pour se justifier dans de pareils cas.

La loi belge sur la pharmacie oblige, en son art. 26, les pharmaciens à conserver toutes les prescriptions qu'ils ont préparées et ce pendant dix ans (3).

De même en Italie, en Espagne, en Russie, le pharmacien conserve l'ordonnance moyennant copie. En Allemagne, au contraire, la prescription est la propriété du client (4).

En France le récent décret de 1916 sur les substances vénéneuses oblige les pharmaciens à retenir les ordonnances pour lesquelles il y a interdiction de renouvellement, et à les conserver pendant trois ans.

1. *Un. Ph.*, 1895, p. 93.

2. *Bull d'A. G.* 1899, p. 297.

3. *Un. Ph.*, 1898, p. 412.

4. *Un. Ph.*, 1899, p. 19.

En ce cas une copie intégrale signée, revêtue du timbre de l'officier et du numéro d'immatriculation sera délivrée par le pharmacien. Les ordonnances renouvelables pouvant être remises au client timbrées et numérotées.

Le décret qui a eu surtout en vue la lutte contre l'abus des poisons n'apporte pas, à mon avis, par cette solution, de garanties suffisantes pour le pharmacien. Toute ordonnance de toxiques, à mon sens, devrait-être la propriété du pharmacien.

2. — Transcription. — La transcription des ordonnances sur un registre spécial était déjà ordonnée au pharmacien par l'arrêt de 1748. La loi de germinal puis l'ordonnance de 1746 n'ont reproduit cette disposition que pour les ordonnances de substances vénéneuses. Un jugement du **Trib. de la Seine, du 2 déc. 1861** (1), décida que cette obligation s'imposait, quelle que fût la dose de la substance vénéneuse prescrite.

Le pharmacien n'est pas obligé de transcrire sur son registre le nom du client (**Cass., 2 fév. 1856**) (2). Un jugement du **Trib. de la Seine, du 28 oct. 1908** (3) a condamné un pharmacien qui avait inscrit des ordonnances sur des feuillets séparés non paginés et sur différents papiers collés à la suite de son registre. L'ordonnance de 1846 exige en effet que le

1. *Le Droit* du 23-24 déc. 1861.

2. D. 56. 1. 350.

3. *Ann. jurispr. ph.*, 1909, p. 81.

registre soit coté et paraphé, sans aucun blanc, comme le registre spécial des poisons.

Le décret de 1916, n'innove pas sur ce point. Il spécifie seulement que le renouvellement devrait être inscrit sous un numéro d'ordre.

Le registre d'ordonnances n'est pas le seul dont la législation des substances vénéneuses impose la tenue au pharmacien. Nous devons dire un mot du registre des poisons, sur lequel, en plus des achats de substances toxiques (1) le pharmacien doit inscrire ses ventes. L'édit de juillet 1682, puis la déclaration royale du 25 avril 1777 faisaient obligation au pharmacien d'y faire inscrire par l'acheteur son nom et son adresse, ainsi qu'avec la date de l'achat, la quantité de poison qui leur était délivrée. Nous retrouvons cette prescription dans l'article 35 de la loi de germinal. L'ordonnance de 1840 n'astreint pas les pharmaciens à cette formalité à laquelle elle oblige les fabricants et autres vendeurs. A signaler le décret du 3 oct. 1908 qui exigeait que le pharmacien inscrive sur un registre spécial ses achats et ses ventes d'opium (2). Le décret de 1916 qui a abrogé toutes dispositions antérieures oblige le pharmacien (art. 32) à inscrire sur son registre spécial tous achats et ventes de substances du tableau B, ainsi que le nom du client à qui sera débitée une de ces substan-

1. V. plus haut, 2^e partie, 2^e chapitre.

2. On a reproché à ce décret de ne pas tenir compte de la perte de poids que subit l'opium en se desséchant, perte qui peut aller jusqu'à 20 o/o.

cés; le pharmacien pourra n'inscrire ses ventes que chaque mois en portant sur le registre le relevé totalisé des quantités de substances dont fait mention pour ce mois le registre d'ordonnances. En ce cas, le registre d'ordonnances indiquera les noms des clients.

Le décret s'occupe enfin des étiquettes qui devraient accompagner les produits toxiques délivrés. Nous renvoyons au décret lui-même pour cette question qui ne soulève pas de discussions.

QUATRIÈME PARTIE

Des remèdes secrets

CHAPITRE PREMIER

DE L'INTERDICTION DES REMÈDES SECRETS:

ART. 32 DE LA LOI DE GERMINAL

Les pharmaciens, dit l'article 32 de la loi de germinal an XI *ne pourront vendre aucun remède secret* et l'article 36 en interdit même l'annonce (1). Les remèdes secrets, au sens de la loi, sont ceux qui ne sont ni officinaux ni magistraux, et dont la composition n'est pas indiquée au Codex, sauf le cas particulier où une formule spéciale est explicitement ordonnée par une prescription médicale.

Peu de temps après la promulgation de la loi de germinal, un décret impérial du 25 prairial an XIII

(1) L'art. 36 de la loi de germinal avait oublié de sanctionner d'une peine l'interdiction des remèdes secrets. C'est la loi du 29 pluviôse an XIII, qui a donné à cette prohibition sa sanction (amende de 25 à 600 francs et si récidive, détention de 3 jours à 6 jours).

(14 juin 1805) reconnut une existence légale, bien que leur formule ne fût pas divulguée, aux remèdes qui avaient été approuvés avant la loi de germinal (1) et à ceux qui seraient approuvés par le gouvernement. Un autre décret du 18 août 1810 (2) décida qu'une Commission examinerait les nouveaux remèdes et, si leur utilité était reconnue, en proposerait le rachat aux inventeurs, par l'Etat, qui en publierait désormais la formule. A ce système, le décret du 3 mai 1850, en a substitué un nouveau, confiant l'examen des remèdes secrets à l'Académie de médecine, à l'avis de laquelle, leur approbation est subordonnée.

La formule publiée dans le *Bulletin de l'Académie* et par le Codex tombe dans le domaine public, la loi du 5 juillet 1844 interdisant de faire breveter les produits pharmaceutiques.

En conformité avec cette législation une nombreuse jurisprudence, depuis longtemps fixée à ce sujet, donne des remèdes secrets cette définition, reproduite dans un arrêt de la Cour de Cass., du 8 déc. 1906 (3). « On doit comprendre sous la dénomination des remèdes secrets dont la vente par les pharmaciens est prohibée (4), toutes les préparations

1. Il y en avait encore huit en 1852.

2. Reproduit dans une ordonnance du 4 juin 1828.

3. D. 1907. 1. 113.

4. En conséquence de cette prohibition toutes conventions relatives aux remèdes secrets sont nulles : Paris, 15 juin 1838 ; 28 nov. 1868 (*Gaz Trib.*, 12 janv. 1869) ; 10 juin 1869 (*Gaz. Trib.*, 13 juillet 1869) ; 9 déc. 1869 (*Gaz. Trib.*, 8 janv. 1870) ; 3 mai 1888 (*Un. ph.*, 1888, p. 381) ; 5 fév. 1889 (*Gaz Trib.*, 18 juillet 1889) ; Trib. Seine, 22 sept. 1877 (*Gaz. Trib.*, 12 oct. 1877).

pharmaceutiques qui ne sont ni conformes aux formulaires, ni au Codex légalement rédigés et publiés, ni achetées et rendues publiques par le Gouvernement, ni publiées dans *le Bulletin de l'Académie de médecine* (1). Tandis qu'actuellement la contravention aux règles du formulaire est caractérisée par une modification quelconque d'un produit-Codex prescrit, la vente du remède secret est constituée par le débit d'un médicament dont la formule prescrite ou non s'écartant complètement et sciemment des règles du Codex, n'est pas publiée, et sur ce point je me rattache plutôt à l'opinion de Weil que combat M. Laly. Une simple modification d'ordre secondaire de la formule donnée par le Codex ne suffit pas d'après la Jurisprudence pour donner à un produit le nom de remède secret. Les tribunaux se sont sur ce point montrés moins sévères, qu'en matière d'exécution d'une ordonnance médicale. Il faut que le pharmacien ait introduit dans la composition du remède indiquée par le formulaire, une modification sérieuse pour qu'il y ait remède secret : Cass., 6 août 1842 ; Dijon 17 août 1853 ; (2) Toulouse, oct.

1. En ce sens : Cass., 19 nov. 1840 (S. 41. 1. 606) et 22 janvier 1842 (S. 42. 1. 699) ; Paris, 18 sept. 1851 (D. 54. 1. 192) ; Metz, 11 fév. 1857 (S. 58. 2. 690) ; Cass., 17 août 1867 (D. 68. 1. 44) et 26 juillet 1873 (S. 74. 1. 143) ; Chambéry, 2 avril 1886 (*Gaz. Trib.*, 6 avril 1886) ; Trib. Seine, 24 mars 1887 (*Un. ph.*, 1887, p. 163) ; Trib. Charleville, 9 mai 1888 (D. 90. 3. 24) ; Paris, 5 fév. 1889 (*Gaz. Trib.* du 18 juillet 1889) ; Paris, 12 fév. 1898 (*Gaz. Trib.*, du 12 mai 1898).

2. D. 53. 2. 1. 96.

1853; (1) **Paris, 31 mai 1884** (2); **Trib. Seine, 23 fév. 1886** (3). Dans le même sens un jugement du trib. de commerce de la Seine, rendu en 1903 (4): « le simple changement de dénomination ne suffit pas pour faire attribuer à un remède un caractère autre que celui qui lui est assigné par sa nature et sa composition..., on ne peut donner la qualification de remède *secret* à celui dont la nouveauté et le mérite consistent dans une modification de peu d'importance telle que serait un meilleur mode de préparation officinale, un perfectionnement dans l'emploi des substances élémentaires du remède ou dans le dosage des quantités, en un mot une légère amélioration à la formule indiquée au Codex ou l'addition d'une substance bénigne employée comme excipient ou adjuvant ». *Idem*: **Trib. de Béziers, 15 mars 1904** (5).

N'est pas remède secret non plus le produit vendu sous un nom fantaisiste par le pharmacien mais dont cependant la formule est connue et conforme aux règles du Codex : **Paris 26 mars 1876** (6) ; **Amiens, 26 juillet 1877** (7). Au contraire la dissimulation de la composition d'un médicament même conforme au Codex suffit à faire d'un tel pro-

1. D. 53. 2. 197.

2. *Gaz. Trib.*, 4 oct. 1884.

3. *Gaz. Trib.*, 25 fév. 1886.

4. *Un. Ph.*, 1903, p. 411.

5. *Un. Ph.*, 1904, p. 451.

6. D. 77. 1. 148.

7. D. 77. 2. 264.

duit un remède secret : **Paris 27 juin 1829** (condamnation pour vente sous un nom fantaisiste et sans publication de la formule de pilules angéliques conformes au Codex).

D'autre part, d'après la Jurisprudence la publication de la formule dans une revue scientifique ne suffirait pas à faire échapper ce médicament aux règles de la législation sur les remèdes secrets si ce produit n'a pas été autorisé, **Cass. 19 nov. 1846** (1); **Paris, 4 juillet 1862** (2); **Cass, 17 août 1867** (3)

Le remède secret qui n'est donc pas un remède officinal se distingue d'autre part du remède magistral et la prescription d'un produit non-Codex par un médecin, sans l'indication de sa formule exacte ne lui confère pas le caractère magistral. Le médecin doit indiquer sur son ordonnance la composition chimique du produit et ne peut se contenter de le désigner, sous une dénomination purement fantaisiste, qui ne figure pas au Codex. En ce sens : **Paris, 7 août 1843** (4) ; **Trib. Seine, 7 août 1844** (4) ; **Cass, 8 déc. 1906**, précité et **Trib. Seine, 5 nov. 1901** (5) ; **Caen, 7 mars 1907** (6) ; **Orléans, 19 mars 1907** (7). Le seul fait de la prescription sans indication de la formule ne suffit donc pas à

1. 5. 47. 1. 605.

2. Weill, *op.*, cit. p. 218.

3. D. 68. 1. 44.

4. *Bull. de l' A. G.* 1909. p. 77.

5. *La Loi* du 9 janvier 1902.

6. *Bull. Chambre syndicale de la Seine*, avril 1907.

7. *Bull de l'A. G des Ph. de France*, 1906, p. 350.

faire d'un remède nouveau un remède magistral. En sens contraire cependant. **Trib. de Méricourt, 9 août 1862** : La loi de germinal, si elle ne condamne que la vente du remède secret et non sa simple détention, punit cependant la détention d'un produit dont la composition non publiée se sépare de la formule officielle comme contravention aux règles du Codex : **Trib. Seine, 4-6 fév. 1865 (1)**.

Un arrêt de la **Cour de Paris du 4 juillet 1862 (2)** n'a même pas admis à ce sujet, comme excuse, l'intérêt qu'il y a pour le pharmacien de préparer d'avance certaines compositions, uniquement effectuées en vue d'une prescription médicale et dont la confection demande des manipulations très longues et minutieuses.

1. *Gaz. Trib.* 18 fév. 1865.

2. *Un. Ph.*, 1862, p. 285.

CHAPITRE II

LES PROJETS ET PROPOSITION DE LOIS SUR LES REMÈDES ET LES SPÉCIALITÉS

Si la loi de 1844 interdit de faire breveter les médicaments, la loi du 23 juin 1857 sur les marques de fabrique ne reproduit pas cette prohibition ; il est donc licite, sinon de s'approprier un produit pharmaceutique, au moins de se réserver la propriété du nom sous lequel ce produit est connu et vendu. En ce sens : Nîmes, 2 déc. 1872 ; Trib. Seine, 12 fév. 1873 (2).

Il est né ainsi, sous le couvert de cette loi, un grand nombre de *spécialités*, vendues au pharmacien sous le cachet du fabricant. Ces médicaments, non autorisés, et dont la formule n'a pas été divulguée, ne sont rien autre que des remèdes secrets, et tombent sous le coup de la loi, mais depuis longtemps les tribunaux n'invoquent plus les prescriptions du décret du 3 mai 1850, sur les remèdes secrets, que si l'emploi de ces produits a occasionné des accidents. Ici encore se manifeste le déséquilibre entre la

1. *Gaz. Trib.*, du 25 déc. 1872.

2. *Gaz. Trib.*, 6 mars 1873.

législation pharmaceutique et la jurisprudence sur la matière. L'industrie de la spécialité a pris une extension de plus en plus grande, et dès 1883, le projet de loi sur la pharmacie se préoccupait de cette situation, demandant la publication de la formule de tous les médicaments ; seuls seraient interdits les remèdes *secrets* au sens grammatical du mot, c'est-à-dire ceux dont la formule n'est pas publiée. En 1889, lors de la discussion de la proposition Lockroy, la commission, sur la demande de M. Lecomte, proposa le dépôt de la formule exacte à l'Académie de médecine. Tout pharmacien pourrait en prendre connaissance et l'exécuter, à condition de respecter la marque de fabrique adoptée par l'inventeur. La proposition Astier, dix après, reconnaissait à son tour l'existence légale des produits vendus sans cachet, à condition que la formule en fût publiée et soumise à l'approbation de la Commission du Codex.

La proposition Astier donna lieu à de violentes discussions, parmi le corps pharmaceutique, entre les partisans de la spécialité et ses adversaires. Parmi leurs arguments, les spécialistes font valoir l'intérêt de la santé publique ; d'après eux la fabrication en grand des médicaments par les pharmaciens en gros permettant de soigner, par des moyens perfectionnés, la préparation des produits, mieux que ne pourraient le faire les pharmaciens détaillants. Les anti-spécialistes retournent l'argument et voient dans la reconnaissance légale de la spécialité une porte

ouverte à tous les abus du charlatanisme. Les spécialistes se prévalent encore du principe de la liberté commerciale. Mais ne sommes-nous pas ici dans un domaine tout autre que celui du commerce ordinaire, et peut-on comparer les spécialités pharmaceutiques aux spécialités hygiéniques ou alimentaires? D'autre part, disent les anti-spécialistes, l'authenticité du produit vendu sous cachet est difficilement contrôlable, d'abord par l'inspecteur, ensuite par le pharmacien lui-même, qui cependant sera rendu responsable en cas d'accident. Aussi le Congrès pharmaceutique de 1898 combattit-il vivement la proposition Astier, adoptant au contraire le vœu suivant : « le pharmacien, étant essentiellement responsable, ne pourra livrer au public, à l'exception des sérums et des eaux minérales, aucun médicament sous une étiquette autre que la sienne et sous un cachet autre que le sien. »

En 1912, une proposition de MM. Peyroux et Lefebvre du Prey, à la Chambre des députés, réclamait à nouveau la publication de la formule intégrale des spécialités sous l'approbation de l'Académie de médecine, conformément au décret de 1850.

Une proposition de M. Mille demandait seulement que fussent publiés les noms et les doses des *substances actives* rentrant dans la composition du produit. La Commission, fusionnant ces propositions, se déclarait pour l'indication sur l'étiquette des noms et doses des substances actives, la formule intégrale étant d'autre part déposée à l'Académie de médecine,

où elle ne pourrait être communiquée qu'aux experts chimistes.

Le 24 février 1914, l'Académie de médecine, demandait aux pouvoirs publics d'obliger les spécialistes à donner la formule intégrale de leurs compositions ; un rapport sur la question fut présenté à l'Académie le 9 mai 1916 par M. Meillère, concluant dans le sens de l'obligation pour le spécialiste de déposer et publier la formule dans un formulaire spécial. D'après M. Meillère, la simple inscription de la composition du remède sur l'étiquette ne suffit pas. Elle peut, de plus entraîner pour le client des inconvénients, particulièrement dans le cas de produits antivénériens.

En Allemagne, la publication de la formule de certains médicaments peut être effectuée par l'autorité administrative, qui fait analyser les produits avant d'ordonner la publication de leur composition. Ce système serait difficilement praticable en France, vu la quantité de spécialités que les laboratoires officiels auraient à analyser.

Le système du dépôt obligatoire de la formule sur un registre officiel me semble le plus efficace et le plus pratique. On a objecté que cela favoriserait la concurrence et ne protégerait pas suffisamment les droits de l'inventeur. Tout d'abord n'en est-il pas déjà ainsi pour les spécialités que nous exportons dans des pays comme l'Italie ou la Russie, où la publication de la formule est obligatoire ?

D'autre part, il est possible de protéger le propriétaire d'un produit nouveau par certaines mesures,

tout en respectant le principe de l'art. 5 de la loi du 5 juillet 1844, qui fait tomber tout médicament dans le domaine public. La proposition de M. Barthe, à la Chambre des députés, en date du 22 juillet 1915, demande la création d'une *patente de garantie*, qui protégerait temporairement le *médicament nouveau*, ou plus exactement le nouveau mode de préparation contre la concurrence. Cette patente serait accordée par le ministre du Commerce, après avis de la Commission du Codex ; cette institution, dont nous retrouvons l'idée déjà dans un vœu de l'Académie de médecine, présenté dès 1833, échapperait aux inconvénients du brevet ordinaire ; son obtention serait subordonnée à un *examen préalable* ; d'ailleurs, cette protection d'un produit nouveau ne saurait cependant, pour être avantageuse, être admise au cas de vente sous cachet. Je ne crois pas possible d'aller plus loin dans cette voie, et d'envisager la possibilité de breveter le procédé de fabrication d'un médicament, comme le proposait l'Académie de médecine le 27 juillet 1915.

M. Garnal, voulant réagir contre l'invasion toujours croissante des spécialités, se prononce pour l'examen préalable obligatoire avant l'admission au dépôt de la marque d'un produit nouveau. Seul ce système permet le contrôle de l'origine et de l'identité du médicament. De plus, il demande avec raison que tous les produits portent sur leur étiquette leur dénomination chimique, sous laquelle les médecins seraient tenus de les prescrire. La dénomination

fantaisiste donnée à un produit par le spécialiste est le principal obstacle à l'identification du produit, et cache tous les abus. Beaucoup de ces produits à dénomination de fantaisie ont été lancés, comme le fait remarquer M. Garnal, dans la pharmacie française, sous le couvert de prête-noms français, par des fabricants allemands. Ceux-ci étaient parvenus à accaparer, à force de réclame charlatanesque, la thérapeutique d'avant-guerre, submergeant dans ce domaine comme dans bien d'autres la production française.

CHAPITRE III

LES LOIS NOUVELLES ET LA SPÉCIALITÉ

Interdite par la loi de germinal, loi organique de la pharmacie toujours en vigueur, la vente du remède secret a été dans ces dernières années reconnue légalement par des lois spéciales. Cette situation bizarre est un exemple de plus de l'anarchie qui règne en matière de législation pharmaceutique.

L'existence légale de la spécialité a été reconnue d'abord dans le décret du 14 septembre 1916, sur la vente des substances vénéneuses, ensuite par la loi de finances du 30 décembre 1916, qui établit un impôt sur les spécialités.

Avant d'étudier à ce point de vue cette législation toute récente, il importe de faire remarquer, comme l'a dit M. Cazeneuve, que la spécialité n'est pas, comme certains l'ont pensé, justiciable de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes. La Chambre des députés, d'ailleurs, a rejeté l'amendement proposé par M. Vaillant, le 17 février 1905, qui tendait à soumettre le remède secret à la vérification prescrite par la loi sur les fraudes. Le législateur de 1905 n'a pas eu en vue la spécialité et a entendu maintenir

la prohibition de la loi de Germinal concernant le remède secret.

Au contraire le décret du 14 septembre 1916 sur les toxiques, étend aux médicaments *préparés à l'avance* (art. 26), les dispositions prévues pour les autres poisons, et impose au pharmacien d'en indiquer la composition sur l'étiquette, avec indication des doses en toutes lettres. Il est certain que ces remèdes *préparés et divisés à l'avance* sont bien, au sens de la loi de germinal et des décrets qui l'ont suivie sur la matière, des remèdes secrets, donc interdits.

Etudions maintenant la situation légale que fait à la spécialité la loi de finances du 30 décembre 1916.

L'idée d'imposer les spécialités pharmaceutiques n'était pas nouvelle.

Le vicomte de Lorgeril l'avait déjà proposé à l'Assemblée nationale, en 1875 (1), puis M. Rouvier, à la Chambre en 1890. En 1907, la Commission du Budget avait de nouveau présenté un projet d'impôt, qui, voté par la Chambre, le fut par le Sénat, qui y introduit quelques modifications, mais la Chambre, au retour de ce projet devant elle, le rejeta le 28 janvier 1907.

L'article 16 de la loi de finances du 30 décembre 1916 est ainsi conçu : « A partir d'une date que fixera un décret contresigné par le ministre des Finances, un impôt sera établi sur les spécialités pharmaceu-

1. *Journal officiel* du 21 mars 1875.

tiques présentées comme jouissant de propriétés curatives ou préventives.

« Seront considérés comme spécialités les produits auxquels le fabricant ou le vendeur attache une dénomination particulière, ou dont il réclame soit la priorité d'invention, soit la propriété exclusive, ou enfin dont il préconise la supériorité par voie d'annonces de prospectus, ou d'étiquettes et desquels il ne publie pas la formule.

« Seront exempts les produits que les pharmaciens préparent pour les livrer directement à leur clientèle sans publicité, avec indication des substances entrant dans leur composition, et exclusivement au détail. »

Cette définition des spécialités imposables, à formule non publiée, n'est rien de moins que la consécration officielle du remède secret, interdit cependant par la loi de germinal, et alors que plus que jamais les corps savants, et l'Académie de médecine en particulier le 18 décembre 1917, demandent une application plus sévère de l'article 32 de la loi de germinal.

Ce n'est pas, d'ailleurs, le seul reproche d'ordre juridique que l'on puisse faire à la loi du 30 décembre 1916. L'article 15 parle de *propriété exclusive* et de *priorité d'invention*. Ces mots sont équivoques, la loi de 1844 refuse cette priorité et cette propriété à l'inventeur d'un produit pharmaceutique, qui n'a d'autre droit que de déposer la marque et le nom de sa composition (loi de 1857). Cette marque ne saurait guère couvrir que la dénomination et le *modus ope-*

randi, mais non attribuer à un particulier la propriété d'un produit chimique défini.

D'autre part on peut se demander pourquoi cette taxe sur les spécialités pharmaceutiques, à l'exclusion des spécialités de parfumerie ou de luxe de tous genres qui abondent.

Mais le principal défaut de l'article 16 est sa contradiction avec la loi de Germinal. « Ce seul fait de l'établissement d'un impôt entraîne une reconnaissance implicite de la légalité de transactions qui, jusque-là, ne bénéficiaient que d'une simple tolérance. » (Rapport de M. Léger, à l'Acad. de médecine, séance du 26 juin 1917).

Aussi a-t-on demandé la suppression des mots *et desquels il ne publie pas la formule*.

Que veut-on désigner, en effet, sous le nom de *formule*? Il est très difficile de donner de la formule de la spécialité une définition précise, à laquelle puissent se reporter les tribunaux. Que devra publier le spécialiste pour échapper à l'impôt? Dans beaucoup de pays on se borne à exiger l'énumération des substances actives du remède l'indication de leurs doses, sans y ajouter celles des autres substances qui peuvent rentrer dans la composition du médicament, y jouant le rôle de véhicule, d'excipient par exemple, sans action thérapeutique.

Mais la publicité d'une formule ainsi limitée constituerait-elle pour le service d'inspection des données suffisantes pour en permettre la vérification? La présence dans la composition de telle ou telle subs-

tance végétale qui aura servi à la préparation ne sera-t-elle pas pour le contrôle du chimiste un obstacle sérieux ? (1)

D'un autre côté, la publication de la formule intégrale mettrait les spécialités françaises en infériorité vis-à-vis des produits similaires étrangers dans les pays où cette formalité n'est pas exigée.

Dans un second rapport à l'Académie de Médecine, en date du 30 octobre 1917, M. Léger proposait un système intermédiaire : La formule intégrale serait déclarée, sous le sceau du secret, au service des fraudes, mais l'étiquette du spécialiste en indiquerait seulement les substances actives et leurs doses. Ainsi serait rendu possible sans inconvénients le contrôle de l'inspection et en même temps le médecin et le pharmacien sauraient, l'un ce qu'il prescrit, l'autre ce qu'il débite.

Signalons un jugement du **trib. de la Seine**, du **19 janvier 1917** (2), le premier qui ait eu à s'occuper de la nouvelle loi. La défense ayant soutenu que la loi du 30 décembre 1916 abrogeait implicitement l'article 32 de la loi de Germinal, cette prétention fut rejetée, et l'article 32 appliqué.

1. Un amendement de M. Labroue qui tendait à ajouter à la fin de l'art. 15 les mots « mentionnant les principes constituants » fut rejeté par la Chambre.

2. *Un. Ph.* 1917, p. 104.

CHAPITRE IV

APERÇU SUR LA LÉGISLATION COMPARÉE DES REMÈDES SECRETS

En *Angleterre*, le remède secret est autorisé sous la responsabilité de l'inventeur mais soumis à un impôt moyennant lequel l'Etat lui donne la garantie d'authenticité. La vente des spécialités n'est par ailleurs réglementée qu'au cas où des substances vénéneuses rentrent dans la composition du produit.

En *Belgique*, le spécialiste doit publier la formule de son médicament sur l'étiquette, le pharmacien détaillant n'en encourt pas moins, comme en *Allemagne*, la même responsabilité vis-à-vis des spécialités qu'il vend sous le cachet du fabricant, comme s'il s'agissait des produits préparés dans son officine. Le détaillant, de plus, est astreint à apposer son cachet sur les spécialités qu'il revend.

En *Italie*, en *Russie*, en *Argentine*, au *Brésil*, les remèdes secrets doivent être autorisés.

En *Grèce*, c'est le régime de l'interdiction légale, mais comme en France, la loi n'est pas appliquée.

En *Suisse*, les spécialités sont soumises au contrôle de la Direction du Service d'hygiène. Sans une autorisation de cette Direction, toute annonce ou réclame est interdite.

Vu le Doyen,
LARNAUDE

Vu : le Président de la thèse
CAPITANT

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. POINCARÉ

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES CONSULTÉS

- Allart.** — De la Pharmacie au point de vue de la propriété industrielle.
- Beauchamp (A. de).** — Médecine et Pharmacie.
- Bogelot et Toraude.** — De la législation des substances vénéneuses.
- Bonnafous.** — La monopolisation de la Pharmacie.
- Bossu.** — Législation médico-pharmaceutique.
- Boudet.** — Rapport sur les modifications à introduire dans la loi de germinal an XI.
- Briand et Chaudé.** — Manuel de Médecine légale.
- Codex.** — *Partie législative de l'édition de 1908.*
- Courcelle et Ricard.** — Traité des fraudes alimentaires, agricoles et médicamenteuses.
- Coutant.** — Précis de législation de la Pharmacie.
- Dorvault.** — L'Officine.
- Dubrac.** — Traité de jurisprudence médicale et pharmaceutique.
- Dupin.** — Réquisitoires.
- Dupuy.** — Cours de Pharmacie, t. I : Histoire et Législation pharmaceutique.
- Etude sur la législation des substances vénéneuses.
- Etude historique et légale sur les inspections des pharmacies.
- Dupuy et Ricard.** — Manuel pratique de l'inspecteur des pharmacies.

Garnal. — Pharmacie moderne et Evolution pharmaceutique.

— La solution Mille.

Gilbert. — La Pharmacie à travers les siècles.

Félix Guy. — Législation et jurisprudence des spécialités pharmaceutiques.

Grave. — Etat de la Pharmacie en France avant la loi de germinal.

— Etude sur l'histoire de la Pharmacie en France.

Guibourt. — Manuel légal des pharmaciens.

Habert et Goulhier. — Privilèges et règlements concernant les apothicaires du roi, 1761.

Labeylonie. — Organisation de la Pharmacie dans les principaux Etats d'Europe.

Laterrade. — Code expliqué des pharmaciens.

Laugier et Duruy. — Pandectes pharmaceutiques.

Lechopié et Floquet. — Code des médecins.

Legrand du Saulle. — Traité de Médecine légale.

Le Poittevin (Gustave). — Traité pratique des fraudes et falsifications, 1911.

Martin (D^r). — Le Décret sur les substances vénéneuses, de 1916.

Pellault. — Commentaires sur les lois qui régissent la pharmacie.

Perreau. — Eléments de jurisprudence médicale.

Pontier. — Histoire de la pharmacie.

Roué. — Jurisprudence pharmaceutique.

— Code des pharmaciens.

Roux et Guignard. — Guide de l'Inspecteur des Pharmacies.

Sourdat. — Traité général de la responsabilité et de l'action en dommages-intérêts en dehors des contrats.

Toraude. — Comptabilité pratique des substances vénéneuses inscrites au tableau B (stupéfiants).

Trébuchet. — Jurisprudence de la Médecine, de la Chirurgie et de la Pharmacie en France.

Verdier. — Essai sur la Jurisprudence de la Médecine en France (1761).

Weill. — Traité sur l'exercice illégal de la Pharmacie.

THÈSES DE DROIT

Boucher (Misaël). — De la réglementation de l'exercice de la Pharmacie en France. *Montpellier*, 1911.

Duserm (Paul). — La législation pharmaceutique et ses projets de réforme. *Toulouse*, 1891.

Javillier (Henri). — De la législation pharmaceutique. *Paris*, 1903.

Krainik. — L'évolution de la répression des fraudes et falsifications alimentaires. *Paris*, 1900.

Laly (Gilbert). — De la responsabilité civile et pénale en pharmacie. *Paris*, 1900.

Laly (Georges). — De la propriété industrielle en matière de Pharmacie. *Paris*, 1900.

Rendu (André). — La responsabilité civile des médecins. *Paris*, 1909.

THÈSES DE PHARMACIE

Goujon (Henri). — De la situation légale des pharmaciens absents temporairement de leur officine et de celle des tiers à leur service. *Montpellier*, 1917.

Pruvost (Henri). — Les substances vénéneuses. Etude de de législation comparée. *Nancy*, 1917.

REVUES ET RÉPERTOIRES

Annales de Jurisprudence pharmaceutique.

Annales d'Hygiène publique et de Médecine légale.

Annuaire général officiel de Médecine et Pharmacie.

Annuaire médical et pharmaceutique de France.

Bulletin de l'Association générale des Pharmaciens de France.

Bulletin de l'Académie de médecine.

Bulletin des Sciences pharmacologiques.

Bulletin de la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine.

Journal des connaissances médicales.

Journal de Pharmacie et de Chimie.

Journal des Sociétés civiles et commerciales.

Le Droit médical et Pharmaceutique.

La Pharmacie française.

Revue moderne de Pharmacie.

L'Union pharmaceutique (et Bulletin commercial de la Pharmacie centrale de France).

Répertoire de Pharmacie.

Répertoire Dalloz, et supplément.

Dalloz. — Recueil périodique.

Sirey. — Recueil périodique.

Gazette des Tribunaux.

Gazette du Palais.

La Loi.

Le Droit.

Fuzier-Hermann. — Répertoire général alphabétique du Droit français.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	5
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

DES CONDITIONS DE GESTION DE L'OFFICINE

CHAPITRE PREMIER. — De la propriété de l'officine.....	9
CHAPITRE II. — De la surveillance de l'officine.....	36

DEUXIÈME PARTIE

DES REMÈDES OFFICINAUX

CHAPITRE PREMIER. — Conformité au Codex. Fraudes.	55
CHAPITRE II. — Détention des toxiques.....	70

TROISIÈME PARTIE

DES REMÈDES MAGISTRAUX

CHAPITRE PREMIER. — Nécessité de la prescription médicale.....	76
CHAPITRE II. — Qualité de l'ordonnance.....	84
CHAPITRE III. — De l'authenticité des ordonnances...	89
CHAPITRE IV. — De la vente des médicaments sans ordonnance.....	97
CHAPITRE V. — De la conformité à l'ordonnance.....	102
CHAPITRE VI. — De la responsabilité du pharmacien dans l'exécution des ordonnances.....	106
CHAPITRE VII. — Du renouvellement des ordonnances.	109

CHAPITRE VIII. — Propriété de l'ordonnance, transcription.....	117
--	-----

QUATRIÈME PARTIE

DES REMÈDES SECRETS

CHAPITRE PREMIER. — Interdiction des remèdes secrets :	
Article 32 de la loi de germinal.....	123
CHAPITRE II. — Les projets et propositions de lois sur les remèdes secrets et la spécialité.....	129
CHAPITRE III. — Les lois nouvelles et la spécialité.....	135
CHAPITRE IV. — Aperçu sur la législation comparée des remèdes secrets.....	140
<i>Bibliographie</i>	143

